

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

© WALL STREET JOURNAL



Afghanistan : le retour des talibans

- **Désastre sanitaire et mobilisation sociale en Martinique et en Guadeloupe**
- **Côte d'Ivoire : après le retour de Gbagbo**
- **L'oppression des Palestiniens**
- **La fin de l'ère Merkel**
- **Feux de forêt en Californie**
- **Le retour de l'inflation**



Au sommaire de ce numéro

Afghanistan : le retour des talibans, résultat de vingt ans de guerre impérialiste	1
Désastre sanitaire et mobilisation sociale en Martinique et en Guadeloupe	6
La Côte d'Ivoire après le retour de Gbagbo : vers une nouvelle crise politique ?	15
Palestine - Israël : l'oppression nourrit le chaos et renforce les courants réactionnaires	19
Allemagne : après seize ans, la fin de l'ère Merkel	26
Feux de forêt en Californie : la crise s'aggrave	32
Le retour de l'inflation	40

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

• France, DOM-TOM	15 €	• France, DOM-TOM	32 €
• DOM-TOM, par avion	17 €	• DOM-TOM, par avion	37 €
• Europe	20 €	• Europe (lettre prioritaire)	45 €
• Monde	24 €	• Monde (lettre prioritaire)	58 €

Plis fermés

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 — BIC PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
 Site multilingue de l'Union communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
 E-mail :
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Afghanistan : le retour des talibans, résultat de vingt ans de guerre impérialiste

Le 15 août, les talibans se sont emparés de la capitale de l'Afghanistan, Kaboul, après avoir conquis la plus grande partie du pays, provoquant la fuite du chef du gouvernement, Ashraf Ghani, et surtout celle de milliers d'Afghans opposés au régime moyenâgeux qu'ils veulent installer. Les talibans, alliés des États-Unis avant de devenir, en 2001, des ennemis à abattre, sont donc de retour au pouvoir, après vingt années de guerre et d'occupation américaines dans un pays dévasté.



MOHAMMAD ASIF KHAN AP

Les talibans patrouillent à Farat, dans le Sud-Ouest, le 11 août 2021.

« Les Américains ne doivent pas mourir pour une cause que les Afghans ne veulent pas défendre... Nous leur avons tout donné. Mais nous ne pouvons pas leur donner la volonté de lutter pour leur avenir », a déclaré Joe Biden le 31 août, manière

de rendre le peuple afghan responsable de la déroute américaine. Les dirigeants américains et occidentaux présentent aujourd'hui leur intervention comme ayant visé à établir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Afghanistan, ce

que le peuple de ce pays n'aurait pas compris. Mais comment oublier que la vraie raison de cette intervention était de répondre aux attentats du 11 septembre 2001, de démontrer que la puissance américaine ne laisserait pas l'affront

impuni et, plus généralement, ne laisserait personne remettre en cause sa domination ?

C'est bien la politique menée par les États-Unis, avant même le déclenchement de la guerre en 2001 et depuis, qui est seule responsable de la situation. Pour défendre sa domination, l'impérialisme est prêt à écraser les peuples sous les bombes, à s'appuyer sur les forces les plus réactionnaires, à diviser pour continuer à régner pour permettre aux multinationales de piller la planète. Et même si cela peut entraîner des retours de bâton, comme c'est le cas aujourd'hui en Afghanistan, il ne connaît pas d'autre politique que cette politique de force, à l'opposé de sa propagande prétendant qu'il viserait à apporter dans le monde entier les valeurs de la démocratie et de la paix.

IMPOSER LA DOMINATION IMPÉRIALISTE QUOI QU'IL EN COÛTE

Dès les années 1970, alors que le régime de l'Afghanistan était lié à l'URSS, les États-Unis contribuèrent à armer, à financer et à former des moudjahidines, des seigneurs de guerre s'appuyant sur leur ethnie, voire leur tribu, et combattant l'occupant soviétique au nom de l'islam. L'objectif était alors d'affaiblir l'ennemi soviétique. Lorsque l'URSS quitta finalement l'Afghanistan, en 1989, ils continuèrent à armer les mêmes milices pour renverser le gouvernement, que l'URSS continuait à soutenir avec des munitions, du carburant et des fournitures. Lorsque ce régime tomba, la rivalité pour le pouvoir, opposant les différentes milices, dont celles soutenues par les États-Unis, ouvrit une nouvelle période de guerre civile. Des dizaines de milliers de personnes furent tuées et une grande partie du pays fut détruite, y compris Kaboul.

Pour tenter de rétablir l'ordre, en 1993-1994, le Pakistan, avec le soutien financier de la monarchie saoudienne et l'aide de la CIA, créa une nouvelle force armée composée d'anciens moudjahidines et de jeunes réfugiés recrutés dans les camps pakistanaïsi, les talibans. Se réclamant d'un fondamentalisme religieux virulent, ceux-ci gagnèrent un soutien populaire. En septembre 1996, ils parvinrent finalement au pouvoir avec l'approbation américaine. Zbigniew Brzezinski, qui fut conseiller de l'ancien président américain Carter pour les affaires de sécurité, et le conseiller aux affaires étrangères d'Obama lors de sa campagne présidentielle, justifiait ainsi cette politique en 1998 : « *Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les talibans, ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques excités islamistes, ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ?* »

Le 11 septembre 2001, les attentats contre le World Trade Center créaient la stupeur et l'effroi dans le monde, et surtout aux États-Unis. Cet attentat meurtrier illustrait une certaine vulnérabilité de la principale puissance impérialiste. Aussi celle-ci devait-elle montrer au monde entier ce qu'il en coûtait de la défier. Le gouvernement Bush et la bourgeoisie américaine se servirent immédiatement de cette émotion pour amener la population à accepter de nouvelles aventures militaires au nom de la « guerre contre le terrorisme ». L'Afghanistan fut choisi comme cible. Les talibans, alors toujours au pouvoir, furent accusés de cacher le fondateur d'al-Qaïda, Ben Laden, devenu l'ennemi à abattre après avoir été un des protégés des États-Unis.

Le 9 octobre 2001, moins d'un mois après le 11 septembre, les bombardements massifs commencèrent, avec la bénédic-

tion de l'ONU. En plusieurs semaines, l'aviation américaine et les missiles de croisière écrasèrent le pays sous les bombes, les munitions à fragmentation et le napalm. Les États-Unis n'envoyèrent sur le terrain qu'une petite force terrestre, des agents de la CIA et des forces spéciales qui appuyèrent les milices de l'Alliance du Nord, un groupe de seigneurs de guerre ayant de longue date des liens avec la CIA. Cinq semaines plus tard, les talibans étaient chassés du pouvoir.

La guerre avait fait des milliers de victimes afghanes, pas un soldat américain n'avait été tué, et la démonstration semblait parfaitement réussie. Mais en fait, c'était le début d'une guerre d'occupation meurtrière, que les États-Unis ne furent pas seuls à mener. Dès la fin de l'année 2001, ils réunirent derrière eux une coalition de seize pays, dont la France. Le président Chirac et son Premier ministre socialiste, Lionel Jospin, emboîtèrent le pas au président américain George W. Bush en envoyant des troupes françaises.

L'ENLISEMENT DANS LA GUERRE

L'instauration d'un pouvoir démocratique n'était évidemment pas la préoccupation des dirigeants américains, pas plus que la défense des droits des femmes, malgré l'intense propagande qu'il prétendait. Après avoir asséné leur leçon à coups de bombes, ils cherchèrent à rétablir une certaine stabilité afin de pouvoir se désengager au plus vite, du moins l'espéraient-ils. En décembre 2001, ils parachutèrent au pouvoir Hamid Karzaï, qui avait le curriculum vitae parfait : chef de clan pachtoune, ethnie la plus importante dans le pays, ancien seigneur de guerre qui avait gardé des liens avec le régime déchu des talibans. Il

fut élu à deux reprises, en 2004 et en 2009, dans des conditions frauduleuses, avant de devoir finalement laisser la place en 2014 à son ancien ministre des Finances, Ashraf Ghani. Ce gouvernement continua de s'appuyer sur des seigneurs de guerre, et d'anciens talibans, occupés à se tailler des fiefs et à racketter la population, ce que les dirigeants américains ne pouvaient ignorer.

Ce pouvoir fantoche fut rapidement miné par la corruption, et à tous les niveaux. Les États-Unis dépensèrent des dizaines de milliards pour mettre sur pied l'armée afghane qui, officiellement, devait regrouper 300 000 soldats. Mais nombre de chefs militaires empochèrent durant des années les salaires de milliers de soldats fictifs, de centaines de bataillons fantômes. Quant aux soldats réellement existants, ils devaient souvent attendre des mois pour être payés. Dans ces conditions, beaucoup finissaient par rejoindre une des nombreuses milices existantes, celle payant le mieux ou celle qui leur permettait de protéger leur village et leur famille.

Les talibans, chassés du pouvoir en 2001, retournèrent dans leurs zones traditionnelles d'influence, dans l'est et au sud du pays, où l'ethnie pachtoune à laquelle ils appartiennent est majoritaire, ou au Pakistan, pays frontalier. Ils y trouvèrent des soutiens et purent ainsi progressivement contrôler certaines régions, bénéficiant de plus, dans le sud du pays, des revenus de l'opium. Malgré l'envoi d'un nombre toujours plus important de soldats, jusqu'à 100 000 en 2011, au plus fort de la présence de l'armée américaine, celle-ci ne put vaincre la résistance armée dans ce pays plus vaste que l'Irak. Aussi, en parallèle, l'impérialisme appliqua ses méthodes habituelles consistant à armer diverses milices, encadrées pour certaines par des mercenaires payés par des sociétés privées américaines. La CIA mit en place dès 2001 un dispositif distinct des opérations militaires américaines. Afin de lutter contre les talibans et al-Qaïda, elle recruta et équipa des forces paramilitaires afghanes qui allaient être accusées de tortures et de crimes de guerre. C'est ce

que Biden appelle aujourd'hui avoir voulu « aider » un peuple à « redresser » un pays.

À partir de 2014, s'ajoutèrent les attentats commis par les milices ayant fait allégeance à l'organisation État islamique, produit pourri de l'intervention impérialiste en Irak. Comme en Irak, puis en Syrie, les années de guerre, d'occupation, l'intervention des diverses forces sur lesquelles l'impérialisme s'appuyait continua à déstabiliser le pays, sans pour autant venir à bout de la résistance talibane. Les États-Unis s'enlisèrent ainsi chaque jour un peu plus dans la guerre.

Élu en 2008, Obama promit la fin des « guerres éternelles » pour 2014. Puis Trump lui emboîta le pas, faisant du retour des soldats américains un axe de sa campagne électorale. En 2018, les représentants américains, toujours à la recherche d'un interlocuteur solide, finirent par jouer une autre carte en engageant des discussions avec les talibans. Le mollah Abdul Ghani Baradar, un des fondateurs du mouvement, arrêté à Karachi au Pakistan en



Le mollah Baradar (au centre), lors de négociations à Moscou, le 18 mars 2021.



PHOTO STRINGER/EPA/MAKPPP

Des combattants talibans circulent dans Kaboul sans rencontrer de résistance, le 16 août 2021.

2010, fut libéré sous la pression américaine pour rencontrer le représentant des États-Unis, Zalmay Khalilzad.

Fin février 2020, un accord dit de paix fut finalement signé à Doha, au Qatar. Le gouvernement afghan ne fut pas convié, signe que l'impérialisme se préparait à le lâcher. L'avancée des talibans fut dès lors rapide, l'armée afghane, déjà bien mal en point, se délita. Comme le déclarait un haut responsable américain¹ : « Donneriez-vous votre vie pour des dirigeants qui ne vous paient pas à temps et sont plus intéressés par leur propre avenir ? » Les autorités locales, bien conscientes du changement de rapport de force sur le terrain, se ralliaient souvent sans combat aux talibans, en échange de la promesse de ne pas être inquiétées. La méfiance et surtout la haine de la population à l'égard des États-Unis et du gouvernement afghan, l'espoir de vivre de nouveau en sécurité, aidaient les talibans à gagner du terrain

dans nombre de provinces.

LE RETOUR DES TALIBANS

Dans les villes, en particulier à Kaboul, l'arrivée des talibans n'a pu que confirmer les craintes de la frange de la population dont les conditions de vie s'étaient améliorées avec la présence occidentale. C'est le cas des femmes des couches privilégiées, qui pouvaient tout de même étudier, voire accéder à des postes de responsabilité et à des droits pour lesquels certaines ont encore manifesté courageusement à Hérat et dans la capitale début septembre. Mais pour tous ceux qui vivent dans les campagnes, soit les trois quarts des Afghans, le problème essentiel reste la misère. L'Afghanistan est aujourd'hui un des pays les plus pauvres de la planète. Un Afghan sur trois souffre de la faim. Entre 2001 et 2010, le pays a reçu près de 26 milliards de dollars, théoriquement destinés au déve-

loppement du pays, mais seuls deux milliards ont été consacrés à l'éducation et à la santé. Seule la moitié des enfants en âge d'être scolarisés vont à l'école. Cette proportion est encore plus faible pour les filles, dont seules 38% vont à l'école. Dans nombre de villages, les femmes n'ont de toute façon pas vu leur sort s'améliorer sous les précédents gouvernements. Pour ne citer qu'un exemple, le baad, l'échange des femmes pour mettre fin à des conflits familiaux, est toujours pratiqué. Dans les villages parfois détruits à plusieurs reprises, où des familles entières ont dû subir bien des fois les exactions des groupes armés, les talibans peuvent ne pas sembler les pires.

Fin août, à peine quinze jours après la prise du pouvoir par les talibans, la première puissance impérialiste a donc finalement dû plier bagage au cours d'un retrait chaotique. Durant ces vingt ans de guerre, 160 000 civils ont été tués, et autant bles-

1 Cité par Reuters le 15 août.

sés. Des centaines de milliers d'Afghans ont dû fuir les zones de combat, 395 000 durant les seules trois dernières années, selon le ministère des Réfugiés et du Rapatriement. Dans la précipitation de leur départ, les dirigeants américains ont abandonné une bonne partie de ceux qui les avaient aidés, comme ils l'avaient fait au Vietnam à la fin d'une guerre perdue elle aussi, comme l'avaient fait les dirigeants français à la fin de la guerre d'Algérie avec les harkis. C'est bien sûr pour l'impérialisme américain un échec. Mais, s'il est gênant, c'est surtout pour l'image désastreuse qu'il donne à sa propre population. Pour le reste, il s'en remettra.

Et pour le peuple afghan,

quel peut être l'avenir? Durant ces vingt années de guerre en Afghanistan, les principales forces politiques qui ont tenu tête aux armées impérialistes sont des fondamentalistes religieux, dont le projet est d'imposer une dictature basée sur la charia. Le seul choix qui a été offert au peuple afghan a été entre l'occupation américaine et ses ravages, et le retour à une barbarie moyenâgeuse. Il n'a émergé aucune force politique dont la perspective soit de renverser l'impérialisme, ce système de domination du capitalisme financier qui s'impose à la planète en s'appuyant sur d'énormes moyens militaires, et qui est responsable de toute cette barbarie. Le maintien de ce système a pour l'humani-

té un coût de plus en plus élevé, et l'Afghanistan n'est pas le premier pays qui le paye de sa destruction.

Abattre l'impérialisme était au programme de la révolution russe de 1917 et de l'Internationale communiste à laquelle elle avait donné naissance. Une telle Internationale, regroupant des partis communistes réellement implantés dans la classe ouvrière, n'existe plus depuis longtemps. Ce sont de tels partis qu'il faut reconstruire. C'est ce programme et ce drapeau du communisme qu'il faut relever de nouveau, pour offrir aux peuples du monde entier une véritable perspective face aux diverses formes de barbarie qui les menacent.

8 septembre 2021



À l'aéroport de Kaboul, le 24 août.

ANDEW QUILTY AGENCY VU POUR LE MONDE



Désastre sanitaire et mobilisation sociale en Martinique et en Guadeloupe

Cet article de nos camarades de Combat ouvrier, qui militent en Martinique et en Guadeloupe, revient sur leur politique vis-à-vis des mobilisations importantes contre le passe sanitaire et l'obligation vaccinale, à la suite des décisions gouvernementales annoncées par Macron lors de son allocution le 12 juillet.

Les conditions sanitaires et plus largement sociales et politiques de la Martinique et de la Guadeloupe présentent des différences avec celles de la métropole: les mobilisations y étaient plus massives, relativement à la population, et la quatrième vague de l'épidémie les a frappées plus tard mais de façon plus virulente que dans la plupart des régions de l'Hexagone.

Dans ces contextes différents, Combat ouvrier et Lutte ouvrière ont suivi la même démarche politique, celle d'exprimer les sentiments des travailleurs opposés à la politique gouvernementale, excédés par l'arrogance de Macron et par sa tentative de se dédouaner de l'incurie de l'État face au Covid en désignant comme boucs émissaires les soignants non vaccinés et en profitant de l'occasion pour tenter de mettre au pas la population.

Les deux organisations s'élèvent résolument contre toutes les attaques visant les

travailleurs, comme les menaces de suspension, voire de licenciement, qui pèsent sur les non-vaccinés. Elles ont pour préoccupation de se saisir de l'intérêt suscité parmi les travailleurs par leur propre mobilisation pour élever leur conscience de classe, en montrant qu'au-delà du passe sanitaire, ils subissent des attaques de la part du patronat dans une multitude de domaines. La seule façon de se défendre efficacement réside dans la lutte collective, ce qui est aux antipodes de la « liberté individuelle » de se faire vacciner ou pas, brandie par tous ceux qui visent à orienter la contestation dans un sens limité à la seule obligation vaccinale.

Combat ouvrier et Lutte ouvrière se sont opposés à ceux qui, par démagogie ou par préjugés réactionnaires, ont combattu non seulement le passe sanitaire mais la vaccination elle-même.

Notre démarche était de nous adresser aux nôtres, à cette

minorité de travailleurs qui a choisi d'exprimer son mécontentement en participant à ces manifestations – avaient-ils d'ailleurs un autre choix, venant du mouvement syndical? –, mais en nous démarquant des aspects réactionnaires du mouvement, notamment l'hostilité au vaccin lui-même.

Il s'agissait de s'appuyer sur le mécontentement, en cherchant à dégager une perspective qui corresponde aux intérêts de la classe ouvrière, en s'opposant à tout ce qui divise les travailleurs en mouvement, entre vaccinés et non-vaccinés.

Il s'agit de mener notre agitation non seulement contre Macron, mais contre tout le système capitaliste, de lier la colère qui s'est de plus en plus focalisée sur la seule obligation vaccinale pour l'élargir contre l'ensemble des aspects de l'offensive du grand capital contre les travailleurs.

8 septembre 2021

La pandémie de Covid-19 a pris une tournure tragique aux Antilles françaises à partir du mois d'août 2021. En Martinique et en Guadeloupe la pandémie, plus ou moins contenue jusque-là, s'est brusquement accélérée. Le taux d'incidence

a parfois approché les 2 000 cas pour 100 000 habitants. Depuis, on observe une tendance à la baisse des contaminations. Mais les hôpitaux restent bondés de malades du Covid, et en particulier les services de réanimation. Pendant plusieurs

semaines, les Urgences furent débordées. Les morgues des hôpitaux n'ont pas suffi à stocker les corps. Il a fallu aménager des conteneurs. Les entreprises de pompes funèbres sont débordées. Des familles sont décimées. Sur 731 000 habitants

dans les deux îles, on compte 1 154 décès du Covid en milieu hospitalier entre le 1^{er} mars 2020 et le 3 septembre 2021, soit une moyenne de 76 morts par mois. Au cours du mois d'août, on a compté 633 décès sur les deux îles, c'est-à-dire huit fois plus. Sans compter les morts à domicile qui sont nombreux.

UNE CATASTROPHE PRÉVISIBLE

Quelques malades transportables sont acheminés par avions spéciaux vers la France pour soulager les services de réanimation. Mais les médecins déclarent être obligés de pratiquer une médecine de catastrophe, c'est-à-dire de trier les malades. Les plus aptes à survivre ont été mis en réanimation, c'est-à-dire les plus jeunes avec moins de comorbidités. Beaucoup d'autres n'ont pas eu cette chance et sont morts. On sait par exemple que certains malades de 70 ans et plus ont dû être renvoyés chez eux ou laissés en simple service de médecine, faute d'oxygène disponible ou de moyens de leur en administrer. Ainsi, quand bien même l'oxygène était en quantité suffisante, les tuyaux étaient parfois trop petits pour insuffler le débit d'oxygène nécessaire aux malades, réduisant les chances de les sauver. Beaucoup l'ont payé de leur vie. Au cours du premier confinement, les grands hôpitaux de l'Hexagone connurent aussi une forte surmortalité. Mais dans des proportions moindres.

Il faut savoir que, d'une manière générale, les couches populaires des Antilles connaissent les mêmes problèmes que celles de l'Hexagone, mais toujours en plus grave. C'est un fait constant à tous les niveaux, dû aux séquelles du colonialisme.

Des malades sont aussi morts chez eux, car il n'y avait plus



CHU de Guadeloupe, à Pointe-à-Pitre : dans l'hôpital surchargé, l'isolement des malades du Covid n'est qu'un mot. Ici, fin août



À l'entrée du CHU, une banderole anti-vaccin, mais surtout anti-obligation et anti-sanctions : pas question de « nous licencier à cause du vaccin ».



Manifestation du 24 juillet à Pointe-à-Pitre.

assez de concentrateurs d'oxygène à installer à domicile.

Certes, la très grande majorité des décès, comme partout aujourd'hui, touchent des gens non vaccinés. Car si les personnes vaccinées peuvent être aussi contaminées, la très grande majorité sont épargnées par les formes graves de la maladie.

Cependant, dans bien des cas de décès, la non-vaccination était loin d'être la seule cause. S'y ajoutait l'insuffisance des soins dans des CHU mal organisés. Les responsables n'en sont pas les soignants, dont le dévouement est considérable. Les principaux fautifs sont l'administration des hôpitaux et toute leur hiérarchie jusqu'au gouvernement. Au CHU de Guadeloupe, des patients contaminés ont été bien souvent mis dans les mêmes salles ou les mêmes chambres que les autres.

Dans les CHU des Antilles, le manque de personnel et de matériel est criant. Même en période normale, des produits parmi les plus basiques, comme la Bétadine, peuvent manquer. Les personnels et les syndicats dénoncent cette situation de-

puis des années. Le manque de personnel qualifié, en particulier en service de réanimation, se fait cruellement sentir. Le personnel est épuisé.

Le gouvernement dépêche des équipes de renfort à partir de l'Hexagone pour prêter main-forte à celles des Antilles. Le professeur Louis Bernard, venu du CHRU de Tours au CHU de Guadeloupe, a déclaré à son retour en France: «*En plus de trente ans de métier, je n'ai jamais connu ça dans un département français*» et: «*J'ai encore des idées noires face aux afflux massifs de patients, aux gens restant pendant 24 heures sur des brancards dans une hygiène précaire, aux décès nombreux dans les services...*» Il a parlé de «*maltraitance sanitaire*» en Guadeloupe, et déclaré que ce qu'il a vu là «*aurait déclenché des émeutes en Seine-Saint-Denis*».

LA CRAINTE POPULAIRE DE LA VACCINATION

Dans sa très grande majorité, la population des Antilles est opposée au vaccin, à tort,

certes, mais le fait est là. C'était connu depuis de longs mois par les autorités. Et les couches les plus pauvres, les plus précaires de la population sont les plus réfractaires au vaccin.

Jusqu'à cette crise mortifère, au début du mois d'août, seulement 20% de la population était vaccinée contre le Covid. Aujourd'hui on peut estimer ce taux à 40%

Comment expliquer que certains disent préférer mourir que de «prendre le vaccin»? Pour beaucoup, c'est le vaccin qui tue. L'influence des thèses complotistes qui foisonnent sur les réseaux sociaux a accru et conforté le sentiment antivaccination.

Il existe une peur irraisonnée du vaccin au sein de la population. Derrière cette peur avouée, il y a aussi une forme de remise en cause de la parole des milieux officiels: préfet, agence régionale de santé, gouvernement. Une sorte de rébellion morale mal orientée contre les conseils du pouvoir sur la vaccination. Du reste, la population dans son ensemble devient sceptique sur à peu près tous les problèmes. Elle a déjà été telle-

ment trompée qu'elle ne croit plus en grand-chose. C'est ainsi qu'aux dernières élections régionales 70 % n'ont pas voté, parce que « ça ne sert à rien ». La situation nourrit le scepticisme général envers le pouvoir central. Par exemple la pénurie d'eau, surtout en Guadeloupe, en particulier d'eau potable. L'eau est dans certaines communes chargée de chlordécone, un pesticide puissant et très nocif. Ce produit, interdit aux USA et en métropole, a été autorisé aux Antilles françaises pendant plusieurs années encore, sous la pression des riches planteurs békés.

UNE POPULATION VICTIME DE COMORBIDITÉS GRAVES

Depuis toujours, la population antillaise est victime de maladies endémiques. Cette situation s'aggrave avec le vieillissement démographique. Le diabète, l'hypertension artérielle, l'obésité, la drépanocytose, les cancers de la prostate dus aussi au chlordécone, auxquels s'ajoutent la dengue, le chikungunya et autre Zika font des ravages dans la population.

En Guadeloupe, 11 % de la population est diabétique, contre un peu plus de 4 % en France. L'hypertension artérielle touche 40 % des habitants (31 % en France). En Martinique, ces taux sont aussi très importants. De plus, tout le monde n'est pas égal face à ces maladies : les couches pauvres ont beaucoup moins de moyens de se faire soigner correctement que les couches aisées. Avec 25 % de chômage en moyenne, 30 % de gens vivant au-dessous du seuil de pauvreté, pratiquement deux fois plus que dans l'Hexagone, on mesure les conséquences sociales sur la santé et les soins aux Antilles.

Ces comorbidités ont favorisé les formes graves du Covid et la surmortalité. Et si on en est

arrivé là, c'est parce qu'il n'y a pas de véritable plan de santé publique audacieux, général et permanent pour soigner la population en temps normal. Pire, ces maladies sont parfois aggravées par le surdosage en sucre de produits de la grande distribution, sous prétexte que « les Antillais aiment le sucre ». *Le Canard enchaîné* du 25 août dernier révèle les résultats d'une enquête de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) : « Non seulement les yaourts et les sodas restent la plupart du temps plus chargés en sucres, mais en prime leur consommation est plus élevée. Par exemple, à la Guadeloupe, on sirote 57 % plus de boissons sucrées. Conséquence de cette surdose en sucres, 11 % des Guadeloupéens et 14 % des Réunionnais souffrent de diabète sucré, une prévalence de deux à trois fois plus forte que dans l'Hexagone. À la Guadeloupe et à la Martinique, le taux d'obésité grimpe à ainsi à 27,8 % contre 14,5 % dans le reste de la France, ce qui, sur fond d'épidémie de Covid, accroît le risque pour un non-vacciné de partir en réa. »

Voilà donc un exemple de ce que sont capables de faire

les capitalistes de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution pour réaliser toujours plus de profits. Rendre la population accro au sucre, c'est criminel, mais ça rapporte !

D'une part, la catastrophe sanitaire actuelle était donc prévisible, car une catastrophe rampante est induite depuis toujours par ces comorbidités mal soignées.

D'autre part, le manque de prévoyance et d'anticipation, combiné à des économies criminelles réalisées de longue date sur la santé publique, sur les hôpitaux, a été une cause importante de la catastrophe sanitaire.

LE MOUVEMENT CONTRE L'OBLIGATION VACCINALE ET LE PASSE SANITAIRE

Depuis plus d'un mois, en Guadeloupe, une trentaine d'organisations, partis politiques et associations ont décidé de protester ensemble contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire imposés par le gouvernement. Selon la loi du 5 août 2021, ces mesures sont assorties de sanctions possibles pour les soignants et pour les



Rassemblement avec les pompiers en grève le 1^{er} septembre à la caserne des Abymes.

travailleurs en général, comme la suspension de traitement et du contrat de travail dans les hôpitaux et les entreprises.

L'action commune contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire a été lancée en Guadeloupe par deux organisations nationalistes, indépendantistes : l'UGTG (Union générale des travailleurs de Guadeloupe), le plus important syndicat de Guadeloupe, et le LKP (Lyannaj kont pwofitasyon). On peut citer comme participants, notamment : la CGTG, FO, la FSU, Combat ouvrier (notre organisation), le Parti communiste guadeloupéen (PCG), l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe) et plusieurs autres regroupements et associations nationalistes. Le 17 juillet, la manifestation avait rassemblé près de 8000 personnes. Chiffre très important pour la Guadeloupe (376 000 habitants). Puis, par la suite, chaque samedi, pas moins de 1 000 manifestants, au plus bas, ont protesté dans les rues de différentes villes de la Guadeloupe. Entre ces manifestations du samedi, des meetings se tiennent une fois par semaine, avec pas moins de 200 participants au plus bas dans différentes villes. Les syndicats appellent à la grève générale à partir du 9 septembre pour l'abrogation de la loi sur l'obligation vaccinale et le passe sanitaire.

En Martinique, après l'allocation de Macron du 12 juillet, dans laquelle il annonçait ses mesures d'obligation vaccinale et de passe sanitaire, il y eut de nombreuses réactions. Le lendemain, deux à trois cents personnes se massaient autour de la préfecture pour protester. Puis le 17 juillet, 3000 personnes manifestaient dans les rues de Fort-de-France contre les mesures Macron, à l'appel d'un collectif nationaliste d'or-



Entrée de la maison des syndicats à Fort-de-France.

ganisations intitulé Matinik lib.

Cette manifestation fut suivie de deux nuits d'émeute, de pillage et d'opposition aux forces de l'ordre dans les quartiers pauvres de Fort-de-France. Des jeunes de ces quartiers, aidés de jeunes activistes indépendantistes, y exprimaient ainsi leur révolte contre l'obligation vaccinale mais aussi contre leur condition sociale misérable.

Le 21 juillet, les personnels soignants et les différents syndicats de la santé ont défilé dans les rues de Fort-de-France à plus d'un millier en direction de l'ARS pour y présenter leurs protestations. Les 24 et

31 juillet, eurent lieu d'autres manifestations. Le 12 août, à l'occasion de la venue des ministres Lecornu et Véran, plus de 200 travailleurs de la santé leur ont fait savoir leur mécontentement en manifestant devant le CHU de Martinique.

Cependant ces manifestations dans les deux îles se sont vite transformées en manifestations antivaccin. Aux dires de nombreux militants et dirigeants nationalistes, c'est ce vaccin qui serait responsable de nombreux décès, plus même que le Covid. Les dirigeants syndicaux nationalistes, par démagogie populiste, ont surfé sur le sentiment antivaccin de la population et l'ont suralimenté.

LA POSITION DE COMBAT OUVRIER

Combat ouvrier a toujours été favorable aux vaccins anti-Covid-19, depuis leur sortie, considérant avec raison que c'est une protection. Il recommande à ses militants et sympathisants de se faire vacciner. Nous le faisons tout en sachant que nous sommes minoritaires pour l'instant sur ce point au sein de la population, y compris parmi nos camarades dans les entreprises.

Notre participation à la mobilisation contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire, assortis de sanctions graves pour les travailleurs, n'a donc rien à voir avec on ne sait quelle lutte contre le vaccin.

L'ennemi, ce n'est pas le vaccin, c'est le capitalisme et son variant colonial.

Car ce sont précisément les

dirigeants du capitalisme français et de son variant colonial, Macron, son gouvernement et ceux qu'ils servent, les capitalistes, les gros possédants, qui veulent utiliser la crise sanitaire pour mettre au pas les travailleurs avec des mesures disciplinaires accrues. Cela participe de l'état d'esprit permanent avec lequel le patronat voudrait tenir en respect les travailleurs dans les entreprises.

Les dirigeants syndicalistes nationalistes ne posent pas le problème en ces termes. Ils s'opposent à l'obligation vaccinale et au passe sanitaire au nom de « la liberté », pour en faire un nouveau sujet d'opposition avec « le colonialisme français ». Ce vaccin étant celui de l'impérialisme, ou celui des Blancs, il serait donc mauvais. Ceux contre la tuberculose, la fièvre jaune ou le tétanos seraient donc meilleurs ? On est plongé en pleine contradiction surréaliste. Pour

certains nationalistes, la lutte contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire se résume à une lutte contre le vaccin.

Ils opposent par exemple à ce dernier la pharmacopée locale et donnent carrément dans l'obscurantisme. D'autres militants nationalistes, principalement en dehors du mouvement ouvrier, effrayés par l'ampleur du désastre, ont récemment pris position pour le vaccin.

À Combat ouvrier, nous nous opposons à l'obligation vaccinale et au passe sanitaire d'un point de vue de classe, celui de la classe ouvrière. Ce qui est inadmissible, ce sont les sanctions lourdes qu'on fait planer au-dessus de la tête des travailleurs. Nous pensons que les travailleurs ont intérêt à s'opposer aux injonctions militaires du pouvoir qui brandit une matraque au-dessus de leurs têtes. Car c'est de cette façon que l'on veut leur faire accepter de force l'exploitation au quotidien et les contraintes à venir !

C'est cette façon de faire, cet état d'esprit constant des classes dominantes, qui sont ceux d'une dictature de classe contre les travailleurs, c'est cela que nous rejetons et combattons.

En particulier, Macron et le gouvernement veulent faire accepter aux travailleurs un plan d'attaques contre eux, notamment l'allongement de l'âge de la retraite à 64 ans, la réforme de l'allocation chômage. Ils veulent faire accepter par les travailleurs toutes ces réformes et l'état permanent de leur situation d'exploités : plus de réductions de dépenses pour la santé et les services publics en général, des suppressions d'emplois massives dans la fonction publique, les licenciements, le chômage, la précarité, le mal-logement.

Le gouvernement et son chef ont utilisé à fond la crise pour arroser le grand patronat à coups de centaines de milliards au titre du « quoi qu'il



Meeting au CHU de Guadeloupe, avant le départ en manifestation, le 24 juillet 2021.

en coûte », pour prétendument faire face à la crise. C'est ainsi qu'aux dires des patrons eux-mêmes leurs affaires vont bien, la situation est bonne, le CAC 40 progresse et, avec tout l'argent que l'on distribue au grand patronat, la France devient l'un

des pays les plus attractifs pour les capitaux étrangers !

Mais le « quoi qu'il en coûte » inversé, c'est-à-dire quoi qu'il en coûte en termes de souffrances des travailleurs de la santé et des autres secteurs, en

termes de morts par manque de soins, afin que prospèrent les bourgeois, beaucoup le connaissent dans l'Hexagone, et encore plus aux Antilles et dans les Outre-mer.

7 septembre 2021

Au premier jour de l'appel à la grève générale en Guadeloupe.

Après un mois de défilés de rue, et de meetings, presque tous les syndicats de Guadeloupe ont lancé un appel à la grève générale à partir du jeudi 9 septembre, en Guadeloupe. La CGTG a publié dès le 9 au matin un appel à la grève générale illimitée. Les syndicats sont soutenus par les autres organisations politiques et associations qui ont participé à la campagne contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire et les sanctions annoncées contre les travailleurs non vaccinés.

En cette matinée du 9 septembre, un certain nombre de travailleurs ont répondu à l'appel pour le moment. Les employés de Pôle emploi sont en grève et en piquet devant leur entreprise. Les travailleurs d'Arcelor Mittal sont déjà en grève depuis deux jours pour protester contre une attaque

qui vise leur délégué syndical. Ils poursuivent d'autant plus aujourd'hui. Les salariés de l'institut médico-éducatif du Moule sont en grève, ainsi que les agents hospitaliers du CHU et de 14 établissements hospitaliers. Les agents du centre hospitalier de Capesterre-Belle-Eau sont entrés en grève et font savoir leur protestation en installant un barrage routier filtrant au rond-point de Saint-Sauveur. Il est possible que la grève s'étende dans d'autres entreprises. Mais là où ce ne sera pas possible de faire grève, certains travailleurs pensent montrer leur mécontentement sous diverses formes.

Vendredi 10 septembre à 8 heures un rassemblement est prévu devant le CHU de Pointe-à-Pitre avec tous ceux qui sont en grève ou qui entendent faire connaître leur mécontente-

ment. Samedi 11 un rassemblement et un défilé sont prévus à partir du palais de la Mutualité à Pointe-à-Pitre à 8 heures.

Il est vrai que, dans cette ambiance mortuaire où un certain nombre de travailleurs observent le deuil d'un parent, la grève n'est peut-être pas la préoccupation première aujourd'hui.

Mais au moins une fraction de travailleurs entend donner l'exemple et espère entraîner d'autres camarades dans les jours qui viennent et aussi sur leurs propres revendications. Leurs voix se font entendre sur le terrain, sur les ondes. Les grèves en cours sont déjà une première réponse aux attaques du pouvoir au service du grand patronat.

*Combat ouvrier
jeudi 9 septembre.*



mercredi 18 août 2021

**-TOUS jeudi 19 août à 16h30 au meeting du
Lamentin sur la place de la VERDURE**

**- TOUS samedi 21 août à 8h30 au Moule, place de
la LIBERTÉ**

**Mobilisons-nous, unis, contre l'obligation
vaccinale, contre les sanctions et le pass sanitaire !**

La lutte continue avec 38 syndicats, associations partis et groupes politiques

La pandémie prend en Guadeloupe et en Martinique une tournure catastrophique. Toujours plus de morts, de tristesse et de désolation dans les familles. C'est une véritable hécatombe. Bientôt, pas une famille ne sera épargnée de près ou de loin. Manque de lits, pénurie d'oxygène, médecine de catastrophe c'est-à-dire que l'on trie certains malades. On fait parfois des choix par manque de matériels.

Cela c'est la politique d'économies sordides que font les gouvernements depuis des années ? Et c'est Criminel !

La situation est très grave. Mais le gouvernement en fait porter la responsabilité sur ceux qui hésitent ou ne veulent pas se faire vacciner. Encore une fois, on veut culpabiliser la population. Certains commentateurs hexagonaux ont même mis en cause le « Vaudou et le rhum » !!??

Oui il est vrai que la méfiance s'est installée et s'est beaucoup renforcée contre la vaccination singulièrement parmi les travailleurs et les couches populaires. Mais si cette méfiance est forte, elle s'explique par le fait que la population n'a plus confiance majoritairement dans la parole gouvernementale et ceux qui la représentent et la soutiennent. (70% d'abstentions aux dernières élections régionales).

Ce sont état et capitalistes békés qui ont empoisonné les terres avec le chlordécone, eux encore qui privent d'eau courante des milliers de gens en refusant de faire les grands travaux nécessaires à la réfection de l'ensemble du réseau. Quant au chômage endémique, à la pauvreté qui s'accroît tout comme la hausse des prix, tout cela crée un ensemble de difficultés quotidiennes pour la population. Alors la piqûre ? Ne serait elle pas encore un coup fourré ?

Quand sont venues s'ajouter à tout cela les mesures de vaccination obligatoire sous peine de sanctions pour les soignants et d'autres catégories de travailleurs, la colère s'est alors retournée contre Macron son gouvernement. Et

le refus du vaccin est apparu lié à une révolte contre la politique du gouvernement en général. Le vaccin est associé à la politique de Macron. Ce dernier a peut être relancé la vaccination mais il a certainement aux Antilles relancé aussi la défiance face au vaccin.

L'incendiaire social c'est Macron. Car en réalité, le vrai problème n'est pas le vaccin. Le vrai problème c'est qu'on a un serviteur en chef du grand capital et qui veut utiliser le vaccin pour mettre de l'ordre dans les rangs des travailleurs ; Tous au pas ! Tous au pas !

L'incendie social se propage aux Antilles avec la colère des jeunes émeutiers de Fort de France, les importantes manifestations opposées au diktat de Macron.

Du coup, bien des manifestants font à tort des manifestations du samedi des manifs anti-Vaccin. Or l'ennemi ce n'est pas le vaccin, l'ennemi c'est le capitalisme. Le vaccin lui est une avancée scientifique depuis près de deux siècles pour l'humanité. Les nouveaux vaccins ARN sont une prouesse scientifique.

Nous ne devons pas nous battre pas contre le vaccin. D'ailleurs cela changerait quoi ? Mais nous battre contre les mesures autoritaires que prépare le gouvernement contre les travailleurs qui refuseraient le vaccin. Car cela prépare des attaques anti ouvrières fortes : comme par exemple augmentation de l'âge de la retraite à 64 ans et diminution des allocations chômage, hausse des prix et baisse des salaires.

Comprenez bien camarades, Macron se fout pas mal de votre santé. Sinon il aurait déjà indemnisé fortement la population pour les méfaits du chlordécone. Ce qu'il veut c'est obliger les travailleurs à apprendre à obéir surtout pour avoir une main d'œuvre docile face aux patrons dans les entreprises. Cet état d'esprit disciplinaire des grands patrons est permanent dans les entreprises.

Inquiétudes du gouvernement et des milieux d'affaires capitalistes

Le gouvernement est surtout inquiet du mouvement d'opposition à l'obligation vaccinale et au pass sanitaire pour les travailleurs en Martinique et en Guadeloupe. Les manifestations massives depuis plus d'un mois montrent une grande détermination. Les milieux d'affaires capitalistes et leurs serviteurs politiques locaux et hexagonaux ont peur que les travailleurs se révoltent contre les menaces qui tomberont sur eux s'ils n'acceptent pas les mesures brandies contre eux. C'est pour cette raison aussi que Lecornu et Véran sont venus aux Antilles. Ce n'est pas pour doter les hôpitaux de matériels supplémentaires et permanents. Ils viennent pour préparer une répression éventuelle.

Oui la révolte gronde, celle des travailleurs qui entendent répondre par la rue et par la grève aux sanctions. Et ils ont raison. Préparons-nous à faire échec à la dictature de classe contre les travailleurs.

Contre cette politique exigeons l'obligation de recruter massivement dans les hôpitaux et l'obligation d'augmenter les salaires !

Travailleurs, pour ou contre le vaccin, ne nous divisons pas ! Car Macron et son gouvernement préparent d'autres attaques anti-ouvrières.

La vaccination est un progrès sur le plan scientifique, mais, dans le système capitaliste, elle est d'abord et avant tout une source d'enrichissement pour une poignée d'actionnaires se moquant totalement de l'intérêt général des populations et de leur santé. Ils viennent d'augmenter le prix des vaccins pour gagner des milliards supplémentaires. C'est parce que Macron et le gouvernement sont aux ordres des capitalistes qu'ils veulent mettre au « pass » tous les travailleurs avec des mesures dictatoriales sous peine de sanctions. Accepter cela c'est accepter tout ce qui suit : le recul de l'âge de la retraite, la diminution des pensions, de l'allocation chômage, la hausse des prix qui se poursuit. Ces mesures ne feront qu'accélérer la précarisation de la population laborieuse.

Et pendant ce temps le nombre de milliardaires et de millionnaires augmente en France !

Macron veut préparer sa réélection en flattant le grand patronat, les riches, l'électorat et le milieu de droite et d'extrême droite à la recherche d'un chef de guerre, de guerre sociale contre les pauvres. Ce n'est pas une « dictature sanitaire » mais une dictature tout court, exercée par les classes dominantes, les riches, la bourgeoisie : ils l'instaurent par la voix de leur principal serviteur politique, le président de la république.

Alors camarades préparons dès maintenant une rentrée sociale de mobilisation. Soutenons toutes les luttes en cours et préparons les autres !

Organisons dès maintenant des réunions de préparation entre nous dans les entreprises.

Et :

Tous au prochain meeting :

Jeudi 19 août 2021

16H30 Lamentin

place de la verdure

Et à la manifestation

Samedi 21 août 2021

à 8H 30, Moule Place de la liberté

Samedi 28 août 2021 karavann an tout gwadloup

L'action commune se fait avec

- les syndicats Cftc-Faen-sncf-Fo-speg- snac-fsu-snasub-Fsu- snetap-Fsu-solidaires-guadeloupe- Sud Ptt gwa-Sunicag-cgtg-ugtg

Et avec le soutien de :

ADIM-Anka- Akiyo-Cippa-Cspc- dlo sé la vi- Doubout poudloan nou-Fnig-Fkng-Kdlo-Komité dlo now bastè- LKP-Massmawon- mouvman nonm-nouvelé bon dlo-PCG-sentinelles guadeloupe-travayé é peyisan- Uplg_ Voukoum

Combat ouvrier participe à l'action commune.

Combat Ouvrier : Directeur de publication : Philippe Anaïs
1111 rés Matéliane, L'aiguille, 97128 Goyave. Guadeloupe.
Téléphone : 0690 59 19 64

Site internet : <https://combat-ouvrier.com>

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com



La Côte d'Ivoire après le retour de Gbagbo : vers une nouvelle crise politique ?

L'article ci-après est extrait du Pouvoir aux Travailleurs, mensuel publié par l'UATCI (Union africaine des travailleurs communistes internationalistes) en Côte d'Ivoire le 4 septembre. Après la crise politique de 2010-2011, à la suite de la réélection contestée de Gbagbo, celui-ci a été renversé par les forces armées de Ouattara avec le soutien politique et militaire de l'impérialisme français qui possède une base militaire à Abidjan. Gbagbo a été capturé puis envoyé à la prison de La Haye, aux Pays-Bas, pour être jugé pour crimes contre l'humanité. Après un long procès qui a duré près de dix ans, il a été acquitté et a reçu le droit de revenir en Côte d'Ivoire, tout en étant sous le coup d'une autre condamnation par le tribunal ivoirien concernant une autre affaire, celle dite du « casse de la BCEAO » (Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest) dans laquelle il est accusé d'avoir fait ouvrir de force les coffres de cette banque pendant la crise politique 2010-2011. Il encourt une peine de vingt ans de prison et une amende de 500 millions d'euros.

Dix ans se sont écoulés après cette crise politique qui s'est soldée par au moins 3000 morts, des centaines de blessés et de femmes violées, et des dizaines de milliers de personnes qui ont été obligées de fuir leurs villes, leurs villages et leurs champs. Le retour de Gbagbo sur le sol ivoirien, en juin dernier, et sa volonté de reprendre sa place dans le jeu politique contribuent à modifier le rapport de force entre les principaux protagonistes en compétition pour le pouvoir.



**En 2014 à Daoukro (de gauche à droite) :
Guillaume Soro, Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara, unis pour faire élire ce dernier.**

L'actualité politique de ces trois derniers mois est marquée par le retour de Laurent Gbagbo à la suite de son acquittement par la CPI (Cour pénale internationale). Ce retour du dirigeant d'une des trois principales forces politiques du pays vient rebattre les cartes du jeu politique national.

Depuis 2011, Ouattara, sous la protection de l'armée française, a bénéficié d'une situation politique favorable qui lui a permis de se maintenir au pouvoir durablement. D'un côté, le FPI de Gbagbo était complètement en débandade, la plupart de ses cadres étaient soit emprisonnés soit en fuite ; certains avaient rallié le pouvoir en place. Et de l'autre côté, Ouattara était en alliance avec Konan Bédié, président du PDCI, l'autre principale force politique du pays, sous la bannière du RHDP (Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix).

Cette alliance vola en éclats en 2019 lorsque Ouattara, en vue des élections de 2020, créa le RHDP-Unifié au sein duquel tous les partis et groupements politiques faisant partie de l'alliance étaient sommés de fusionner en renonçant à leur étiquette politique. Bédié, président du PDCI, saisit l'occasion pour claquer la porte de l'alliance en criant à la trahison car, selon lui, Ouattara lui aurait promis de l'aider à reprendre le fauteuil présidentiel en échange d'un soutien sans faille durant ses deux mandats présidentiels. Or, Ouattara a rempilé pour un troisième mandat alors qu'il avait promis le contraire. À partir de là, Bédié s'est positionné comme un opposant.

De son côté, Guillaume Soro, ex-chef de la rébellion armée qui a porté Ouattara au pouvoir, se voyant candidat à l'élection présidentielle de 2020, s'est lui aussi retiré de l'alliance. Cela ne s'est pas passé sans

conséquences pour lui et ses partisans. Il a été forcé de démissionner de son poste de président de l'Assemblée nationale, certains de ses partisans ont été emprisonnés, il est lui-même en exil en ce moment et menacé d'emprisonnement.

Ouattara a réussi son passage en force pour un troisième mandat. Toutefois il a en face de lui une opposition qui est en reconstitution. C'est dans ce contexte qu'arrive Laurent Gbagbo.

UN RETOUR TUMULTUEUX

L'annonce de l'acquittement de Gbagbo a donné lieu à des scènes de liesse populaire dans les bastions du FPI, surtout à Yopougon, une importante commune proche de la capitale. Et le jour de son arrivée (le 17 juin 2021), ils étaient des centaines à braver la police pour accueillir leur leader sur la route de l'aéroport. Mais pour ceux qui ont été les victimes de la xénophobie ambiante qui a prévalu durant les dix ans de pouvoir de Gbagbo, cela a ravivé de mauvais souvenirs et laissé un gout amer d'impunité. Un partisan téméraire de Gbagbo, résidant dans la commune d'Abobo réputée pro-Ouattara, a voulu parader avec sa moto ornée de slogans favorables à Gbagbo, il a échappé de peu au lynchage.

DES ALLIANCES QUI SE FONT ET SE DÉFONT

Depuis la succession d'Houphouët-Boigny, décédé en 1993, le paysage politique ivoirien a peu changé. Le centre du pays reste le bastion du PDCI, le nord celui du RDR (devenu RHDP par la suite), le sud et l'ouest celui du FPI. Ce sont les luttes et les alliances entre ces trois partis qui façonnent la vie politique du pays.

Depuis son retour, Gbagbo

bat le rappel de ses troupes.^{OK} Après son arrestation en avril 2011 et son transfèrement à La Haye, son parti le FPI était en lambeaux. Il voudrait reprendre la direction de son appareil politique, mais Pascal Affi N'Guessan, qui est devenu entre-temps président du FPI, n'entend pas lui céder sa place. Du coup, Gbagbo est en train de créer un nouveau parti et de laisser l'enveloppe vide du FPI à Affi N'Guessan.

Trois semaines après son retour en Côte d'Ivoire, Gbagbo s'est rendu à Daoukro, fief de Konan Bédié en signe de rapprochement politique. Leur collaboration a débuté déjà deux ans plus tôt quand Bédié, en rupture de ban avec Ouattara, s'est rendu à Bruxelles pour rendre visite à Laurent Gbagbo alors en liberté provisoire. Pendant les élections législatives de mars dernier, le PDCI et EDS (Ensemble pour la démocratie et la souveraineté, une mouvance pro-Gbagbo), nouent une alliance en vue des législatives. Une alliance qui a permis d'envoyer plus de 80 députés à l'Assemblée.

Ainsi, les ennemis d'hier font cause commune pour former une coalition contre Ouattara. Lors de sa rencontre avec Bédié, Gbagbo n'a pas manqué l'occasion de jeter des piques contre Ouattara, l'appelant à « respecter les textes », en référence à sa réélection en 2020 pour un troisième mandat jugé inconstitutionnel par l'opposition qui, du coup, avait boycotté le scrutin.

Ouattara voit dans ce rapprochement entre les deux poids lourds de l'opposition actuelle une menace contre son pouvoir. Il s'est empressé de dénoncer une alliance de dupes et de rejeter le « dialogue social inclusif » que lui ont proposé Bédié et Gbagbo. Mais ce type de rapprochement n'est pas un fait nouveau dans ce pays. Aujourd'hui c'est Bédié et Gbag-



Le 27 juillet dernier, Alassane Ouattara (à droite) a reçu son prédécesseur, Laurent Gbagbo, dans le palais présidentiel, enjeu de leur rivalité meurtrière il y a une décennie.

bo face à Ouattara, hier, c'était Ouattara et Bédié face à Gbagbo, ou encore Gbagbo et Ouattara face à Bédié. La seule chose qui motive ces alliances, c'est leur soif du pouvoir. Pour cela, ils sont prêts à tous les coups, y compris aux pires actes.

LEUR PRÉTENDUE RÉCONCILIATION NATIONALE

Pour éviter de passer pour celui qui sabote la prétendue « réconciliation nationale » qui est sur toutes les lèvres en ce moment, Ouattara prend à contre-pied son propre parti en proposant une rencontre de courtoisie à Laurent Gbagbo. Ce tête-à-tête a été qualifié d'historique par les médias. Quelques jours plus tard, à l'occasion de la fête de l'indépendance du 7 août, il fait libérer 78 prisonniers politiques arrêtés lors de la crise post-électorale de 2020. Mais, derrière ces gestes d'apai-

sement, ces sourires et ces accolades, il n'y a que des manipulations politicardes. Dès que leurs intérêts personnels et ceux de leur clan l'exigeront, ils n'hésiteront pas à déterrer la hache de guerre en ayant recours, si besoin, aux poisons de l'ethnisme, de la xénophobie et du communautarisme. L'adage ne dit-il pas « Qui a bu, boira » ?

Aujourd'hui, il reste encore des centaines de prisonniers politiques civils et militaires derrière les barreaux. Laurent Gbagbo lui-même est sous le coup d'une condamnation à vingt ans de prison et d'une forte amende pour l'affaire du « casse » de la BCEAO. Cette condamnation reste comme une épée de Damoclès sur la tête de Gbagbo et sa mise en application est entre les mains de Ouattara. C'est une arme politique que ce dernier pourrait sortir à tout moment pour écarter son rival s'il se mettait trop en travers de sa route.

FACE AU RISQUE D'UNE NOUVELLE CRISE POLITIQUE

Ainsi, onze ans après la crise de 2010, on retrouve les mêmes acteurs avec la même soif de pouvoir. Pour assouvir leurs ambitions personnelles, ces politiciens sont capables d'entraîner le pays vers un nouveau chaos sanglant. Chacun puise ses forces dans son camp ethnique ou régional. C'est un piège qui risque à nouveau de pousser les populations à s'entre-déchirer. La crise économique actuelle, la misère, le chômage, les bas salaires pour ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, la flambée des prix qui aggrave les conditions d'existence d'une partie de plus en plus importante des couches populaires, sont autant de terreau permettant à ces partis bourgeois de recruter des bras et des cerveaux pour leurs basses besognes. Mais la classe ouvrière, elle, ne possède



Les prix des denrées alimentaires augmentent beaucoup depuis plusieurs mois.

pas de parti politique pour défendre ses intérêts de classe et pour proposer une politique à l'ensemble des couches populaires déshéritées afin qu'elles ne se laissent pas tromper par les démagogues de tout poil.

La tâche des militants communistes révolutionnaires, c'est d'œuvrer pour la construction de ce parti qui fait tant défaut à la classe ouvrière, de propager l'idée que les travail-

leurs, quelles que soient leur origine ethnique ou religieuse, leur nationalité ou leur couleur de peau, constituent une seule classe dont les intérêts sont diamétralement opposés à ceux de la classe parasite et exploiteuse qu'est la bourgeoisie. La lutte pour l'amélioration des conditions d'existence de tous les travailleurs, pour les augmentations de salaire permettant de faire face à la vie chère, pour des logements dé-

cents à des prix accessibles aux revenus modestes, pour l'accès à la santé et à l'éducation de leurs enfants, etc., sont autant de revendications correspondant aux aspirations de toutes les couches pauvres. C'est ce programme qui peut constituer une précieuse perspective unificatrices en cette période lourde de menaces de déchirements fratricides des classes populaires.



Palestine – Israël: l'oppression nourrit le chaos et renforce les courants réactionnaires

Ces dernières années, la question palestinienne avait clairement été reléguée à l'arrière-plan des préoccupations occidentales, pour ne pas dire aux oubliettes. En 2020, Benjamin Netanyahu obtenait, sous l'égide de Donald Trump, la normalisation des relations entre Israël et quatre États arabes : le Bahreïn, le Soudan, les Émirats arabes unis et le Maroc. Il pouvait ainsi cyniquement prétendre avoir œuvré pour la paix et mis un terme au conflit israélo-palestinien.

Au printemps 2021, cette prétention a été démentie par le soulèvement d'une nouvelle génération de Palestiniens contre l'expulsion de familles du quartier de Cheikh Jarrah à Jérusalem-Est. En procédant alors à des tirs de roquettes sur Tel Aviv et Jérusalem, le Hamas, qui n'était pas à l'initiative de la révolte, a saisi l'occasion de se prétendre le représentant des Palestiniens et de revenir dans le jeu politique, quelles qu'en soient les conséquences pour la population de Gaza qui subissait en retour des bombardements israéliens meurtriers.

L'initiative du Hamas tendait à transformer la révolte des jeunes Palestiniens en un affrontement entre deux appareils militaires.

Face à l'escalade guerrière, les dirigeants des puissances occidentales ont fait mine de s'activer. Ils ont appelé au dialogue, tout en qualifiant les bombardements israéliens de « légitime défense ». C'était dans la continuité de leur attitude odieuse consistant à renvoyer dos à dos les acteurs de la crise ;



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président Donald Trump à la Maison-Blanche à Washington, le 28 janvier 2020.

comme s'il existait une symétrie dans les responsabilités et les moyens militaires mis en œuvre, alors que l'on trouve d'un côté un État colonial surarmé et de l'autre un peuple qui résiste à son oppression.

L'oppression des Palestiniens est intimement liée au projet initial des organisations sionistes de fonder, sous la protection des pays impérialistes, un État pour les Juifs, au mépris des droits nationaux des Palestiniens. Les États-Unis ont pu faire d'Israël un instrument de la défense de leurs intérêts dans cette région hautement stra-

tégique, en vue d'affaiblir les régimes nationalistes arabes qui tentaient d'échapper à leur emprise. Ils ont doté Israël de moyens militaires et financiers considérables, lui permettant d'agrandir son territoire lors des guerres menées contre les États voisins. L'annexion de Jérusalem-Est, l'occupation de la Cisjordanie, ainsi que du désert du Sinaï et de la bande de Gaza, jusqu'alors contrôlés par l'Égypte, lui furent alors possibles. Expulsés, réprimés, dépossédés de leurs terres et condamnés à l'exil, les Palestiniens ont connu une histoire jalonnée de révoltes.

JÉRUSALEM ÉPICENTRE DE LA RÉVOLTE

En 1967, pour protester contre l'annexion de Jérusalem, ses habitants palestiniens refusèrent la citoyenneté israélienne. Ils sont aujourd'hui 250 000 et disposent d'un statut de résident, qu'Israël peut leur ôter en cas d'absence prolongée de la ville. Ils ne peuvent ni voter ni disposer d'un passeport. Les dirigeants israéliens considèrent Jérusalem comme leur capitale et ont l'ambition d'en faire une ville exclusivement juive. Aussi, des colonies juives toujours plus nombreuses encerclent les quartiers arabes, délibérément négligés par une municipalité qui manœuvre pour en expulser les habitants, invoque des prétextes pour détruire leurs habitations et refuse de leur octroyer des permis de construire.

Les organisations de colons se mobilisent aussi pour déloger les habitants, en s'appuyant sur une loi adoptée en 1970. Celle-ci stipule que tout Juif qui peut prouver que sa famille vivait dans une maison avant 1948 peut en revendiquer les droits de propriété et faire procéder à l'expulsion des Palestiniens qui y résident. Par contre, les Palestiniens n'ont pas le droit de réclamer la restitution de leur ancien logement, ni à Jérusalem ni nulle part en Israël. C'est en vertu de cette loi que les familles de Cheikh Jarrah, condamnées à être expulsées, ont fait appel auprès de la Cour suprême israélienne. Leur mobilisation a déclenché la réaction de militants ultra-réactionnaires, comme ceux du Lehava, qui ont manifesté aux cris de « *Mort aux Arabes!* » À ces provocations, qui débouchaient sur des affrontements quotidiens faisant des dizaines de blessés, s'ajoutaient celles de la police qui, en plein mois de ramadan, empêchait les Pales-



Rassemblement contre les expulsions à Sheikh-Jarrah, à Jérusalem-Est.

teniens de se rendre à l'esplanade des Mosquées.

Les images de l'irruption des forces de sécurité israéliennes dans la mosquée al-Aqsa, le 7 mai, blessant 500 fidèles expulsés à coups de gaz lacrymogènes, ont achevé de mettre le feu aux poudres.

Sans directive de partis ou de leaders et dans un même élan, toute une jeunesse a alors convergé vers l'esplanade des Mosquées, se heurtant aux forces de répression. La jeunesse des quartiers orientaux occupés de Jérusalem et celle de Cisjordanie étaient rejointes par de jeunes Arabes israéliens, pour la première fois avec cette ampleur.

LA RÉVOLTE AU CŒUR D'ISRAËL

Le fait que des jeunes Arabes israéliens se soient enflammés à l'unisson de la jeunesse des Territoires occupés était le plus inquiétant pour les dirigeants israéliens. La société israélienne a été secouée par les images d'émeutes en provenance des villes dites mixtes, où populations arabe et juive se côtoient, comme Lod, Haïfa, Jaffa, Ramla, Saint-Jean-d'Acre et Beer-Sheva. Des jeunes armés de cocktails Molotov et de

pierres ont affronté les unités antiémeutes de la police des frontières, transférées précipitamment de Cisjordanie pour tenter de rétablir l'ordre. La télévision a diffusé en direct le lynchage perpétré contre un automobiliste par des miliciens juifs nationalistes armés. On les a également vu s'attaquer à des Palestiniens à la sortie d'une mosquée. Ces miliciens d'extrême droite venus des quatre coins du pays et des colonies de Cisjordanie ont afflué à Lod pour mener des expéditions punitives, en soutien aux colons religieux qui ont récemment investi la ville. Ils ont pu agir en toute impunité, sous la protection des forces de police et avec le soutien du maire, qui réclamait l'intervention de l'armée. « *Si cela ne tenait qu'à moi, il faudrait considérer les civils armés comme des auxiliaires des autorités municipales pour neutraliser les menaces et les dangers* »¹, a pu déclarer Amir Ohana, alors ministre de la Sécurité intérieure. Dans le même temps, Netanyahu, alors Premier ministre, qualifiait les « émeutiers » arabes de terroristes et promettait de les traiter comme tels.

Déclenchée par la répression à Jérusalem, la colère des jeunes Arabes israéliens prend racine dans la situation sociale catastrophique dans laquelle

1 <https://www.mediapart.fr/journal/international/160521/lod-la-ville-ou-tout-se-brise-entre-juifs-et-arabes-d-israel>

ils se débattent. Ils sont les descendants des 156 000 Palestiniens qui ont réussi à rester après la fondation d'Israël en 1948, une petite partie des 870 000 qui vivaient alors dans cette partie de la Palestine. Ils sont aujourd'hui un million et demi, soit 20% de la population du pays. Les communes où ils résident sont les plus pauvres, sous-dotées en matière d'infrastructures, d'éducation, de gestion des déchets. Elles subissent une inégalité de traitement de la part de l'État, qui leur attribue des subventions inférieures de 30% en moyenne à celles perçues par les municipalités juives.

Les Arabes israéliens n'acceptent plus d'être considérés comme des citoyens de second ordre, ne disposant pas des mêmes droits que les Juifs israéliens. Après 1948, l'État les a dépossédés de leurs terres et le Fonds national juif, propriétaire de 13% des terres en Israël, refuse de les louer à des non-Juifs. Depuis 2012, une loi dite de ségrégation autorise les villes et cités à créer des « comités d'admission » pour écarter « l'installation de gens non convenables », c'est-à-dire arabes. Outre ces discriminations, une suspicion permanente pèse sur eux, celle de ne pas être fiables et loyaux à l'État. Aussi sont-ils écartés du service militaire, et de nombreux emplois publics, liés même de très loin à la sécurité du pays, leur sont interdits.

Ces dernières années, la situation des Arabes israéliens s'est encore fortement dégradée. Ils sont touchés par un chômage de masse et forment la fraction la plus exploitée de la classe ouvrière d'Israël, avec les travailleurs immigrés et les « frontaliers », les Palestiniens venant chaque jour des Territoires occupés. Ils occupent les emplois les plus précaires, les plus durs et les plus mal payés dans l'industrie et les services.

Leur salaire moyen est inférieur de 30% à la moyenne du pays. Ils sont quatre fois plus touchés par le chômage que les Juifs. 50% d'entre eux sont considérés comme pauvres, alors que ce taux tombe à 10% pour la population juive.

Ils ont aussi été en première ligne durant la crise du Covid. La moitié des pharmaciens du pays, un médecin sur cinq, un quart des infirmiers et la presque-totalité des agents d'entretien sont arabes. À des conditions sociales exécrables s'ajoutent les vexations et le mépris, celui à l'égard de leur langue, qui n'est plus considérée comme langue d'État depuis le vote de la loi « Israël, État-nation du peuple juif », en 2018. Certains employeurs interdisent à leur personnel d'utiliser l'arabe pour communiquer entre eux. Le mépris se manifeste aussi lors des contrôles systématiques commis par une police provocatrice qui affiche son racisme à l'égard des Arabes, racisme véhiculé par les sommets du pouvoir. Le slogan de campagne affiché par Netanyahu, « *Pas de loyauté, pas de citoyenneté* », signifiait clairement : les Arabes dehors !

LA RADICALISATION À L'EXTRÊME DROITE, PRODUIT DE LA COLONISATION

Les événements de ce mois de mai 2021 ont fait voler en éclats le mythe de la coexistence pacifique entre les communautés arabe et juive. Les scènes de lynchage, de représailles entre colons et Arabes, associées habituellement aux Territoires occupés et désormais en plein territoire d'Israël, ont été un choc pour une partie de sa population, qui se réveille dans une société présentant le visage de l'apartheid et où la menace fasciste s'affirme.

La violence raciste anti-arabe, exercée dans la rue par des milices d'extrême droite, a été encouragée par les discours politiques des leaders de droite. Mais cette radicalisation est aussi une conséquence des choix et de la politique du Parti travailliste. C'est lui qui a présidé à la fondation du nouvel État et qui l'a dirigé pendant trente ans. Tout en se réclamant du socialisme, il a, au nom du sionisme, expulsé les Palestiniens par la violence et bâti un État où les rabbins ont pu imposer leur loi. C'est lui qui a procédé à l'occupation de nouveaux territoires et favorisé la colonisation. Cette politique a fait le lit



La colonie d'Efrat, en Cisjordanie, en 2017.

REUTERS / AMMAR AWAD

de la droite, puis de l'extrême droite.

En 1977, Menahem Begin, le premier représentant de la droite du Likoud à diriger le pays, déclarait : « *Désormais, l'appellation des Territoires a changé; de territoires occupés, ils sont devenus territoires libérés. Cette terre est la terre d'Israël. Nous appelons les jeunes du pays et de la diaspora à s'y installer.* » Par vagues successives, les colonies ont proliféré en bénéficiant de milliards d'aides.

Aujourd'hui, la moitié de l'aide américaine, soit trois milliards de dollars par an, y est consacrée. Après un demi-siècle, l'occupation s'est transformée en colonisation de la Cisjordanie. Les colons, qui étaient 12 000 en 1977 et 280 000 en 1993 au moment de la signature des accords d'Oslo, sont aujourd'hui 700 000. Nationalistes et religieux, ils se sont radicalisés et se sont tournés vers les organisations d'extrême droite. Grâce aux colons, celle-ci constitue désormais une force politique incontournable, qui pèse dans la vie politique israélienne. Elle s'est renforcée depuis que Benyamin Netanyahu est devenu Premier ministre en 2009. Pour se maintenir au pouvoir, celui-ci a repris les thèses des partis d'extrême droite et des partis religieux puis s'est allié à eux,

pour finir par leur offrir des postes au gouvernement.

Naftali Bennett, dirigeant du parti d'extrême droite le Foyer juif, très implanté parmi les colons, s'est plaint lors d'une campagne que Netanyahu lui volait son programme, qui promettait d'annexer 62 % de la Cisjordanie, où se concentrent les colonies. Après être devenu son ministre de l'Éducation en 2017, Bennett a accédé au poste de Premier ministre après les élections législatives de mars dernier.

Netanyahu, alors empêtré dans des affaires de corruption et à la recherche d'une majorité lui assurant une immunité parlementaire, s'est allié à Puissance juive, un parti suprémaciste ultra-minoritaire. Ce mouvement, longtemps interdit, a pu ainsi faire son entrée à la Knesset, le Parlement israélien, conférant à son leader, Itamar Ben Gvir, un prestige et une crédibilité qui ont accru son audience. Ses militants, ayant eu l'assurance qu'ils pouvaient agir en toute impunité, étaient au premier rang pour provoquer et attaquer les Palestiniens à Jérusalem et pour lyncher les jeunes Arabes israéliens.

Le projet de Ben Gvir d'expulser les Arabes d'Israël est repris et discuté très sérieusement lors des débats publics

et dans des médias. La presse écrite, les chaînes de radio et de télévision publiques ont suivi cette évolution. Netanyahu a pu disposer du journal gratuit le plus lu, financé par le milliardaire américain Sheldon Adelson, *Israel Hayom*, diffusé à 500 000 exemplaires et qui a largement relayé toutes ces idées réactionnaires.

LA POLITIQUE ISRAËLIENNE FAVORISE LE HAMAS

Si, du côté d'Israël, la colonisation a contribué à la radicalisation de la vie politique, du côté palestinien, elle a contribué en retour à l'essor du Hamas, parti islamiste lié aux Frères musulmans.

Les dirigeants israéliens présentent les islamistes du Hamas comme leurs pires ennemis mais, pendant de longues années, notamment les années 1980, ils n'ont pas hésité à les favoriser pour contrer l'influence de l'OLP de Yasser Arafat, qui se revendiquait d'un nationalisme progressiste et laïc. La politique d'Arafat, qui comptait sur le soutien des États arabes pour aboutir à la création d'un État palestinien, s'est avérée vaine. Dans les années 1970, les Palestiniens ont fait l'expérience qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. Ils ont vu en effet la Jordanie et la Syrie, des États arabes qu'ils croyaient amis, qui s'étaient prétendus leurs alliés contre Israël et contre l'impérialisme, les réprimer aussi féroce ment que l'État sioniste le faisait.

En 1987, la première Intifada, révolte spontanée de la jeunesse palestinienne, obligea Israël à un recul. Incapable de venir à bout de ce soulèvement hors de contrôle, et sous la pression de l'opinion israélienne, le travailliste Itzhak Rabin, après avoir ordonné aux soldats « *de briser les os* » des insurgés,



À Gaza, le dimanche 16 mai.



dut engager des négociations avec Yasser Arafat. Les accords d'Oslo de 1993 et la promesse d'aller vers la création d'un État palestinien suscitèrent un immense espoir des Palestiniens mais aussi la colère des colons. Rabin, devenu la cible d'une campagne de haine de la droite et de l'extrême droite, fut assassiné par un de ses militants. Sous la pression de la droite et des colons, les Premiers ministres travaillistes Shimon Peres (1993-1996) puis Ehud Barak (1990-2001) se livrèrent à une surenchère autoritaire et sécuritaire. Ils prétendaient œuvrer au « processus de paix », mais sur le terrain la colonisation se poursuivait activement. Pour neutraliser et retourner une opinion publique israélienne favorable à la paix et au dialogue, ils en attribuèrent l'échec à une prétendue intransigeance palestinienne.

Une Autorité palestinienne, dirigée par Yasser Arafat, fut mise en place à Gaza et dans une partie de la Cisjordanie.

Ses représentants, considérés avec mépris par Israël, ne tardèrent pas à se discréditer tant ils apparaissaient corrompus et inefficaces pour régler les problèmes de la population et empêcher que des familles palestiniennes soient chassées de leurs terres. La colonisation se poursuivit sans la moindre trêve.

Cet échec des accords d'Oslo déclencha en 2000 la seconde Intifada, lorsque Ariel Sharon, symbole des massacres de Sabra et Chatila, osa venir parader sur l'esplanade des Mosquées².

Du fait du discrédit du Fatah, principale organisation de l'OLP, le Hamas capta à son profit cette nouvelle révolte. Il la militarisa et enrôla la jeunesse au sein de ses milices, avec pour seule politique l'organisation d'attentats-suicides contre des civils israéliens. En l'espace de cinq ans, six cents Israéliens furent tués par des kamikazes, créant un climat de

panique dans la population. La politique terroriste du Hamas ne fit que renforcer la droite et l'extrême droite en Israël. Les défenseurs de la cause palestinienne et de la paix devinrent de plus en plus minoritaires, accusés de trahison.

En 2005, Israël présenta son évacuation de la bande de Gaza comme un gage de sa volonté de se retirer des Territoires occupés. Le Hamas de son côté en fit une victoire, ce qui lui permit en 2007 d'emporter les élections locales et de contrôler ce territoire. En réalité, il devenait coûteux et ingérable pour Israël d'y protéger 9000 colons, disposant des terres les plus fertiles et de l'essentiel de l'eau disponible, alors qu'un million et demi de Palestiniens extrêmement pauvres s'entassaient sur cette bande de 365 km². Les colonies de Gaza furent démantelées mais, conjointement avec l'Égypte, un blocus fut imposé à ce territoire, en faisant une véritable prison à ciel ouvert.

2 Général d'extrême droite, Ariel Sharon (1928-2014) était ministre de la Défense lors des massacres des camps libanais de Sabra et Chatila, en 1982, quand 1 500 Palestiniens furent massacrés par l'extrême droite chrétienne libanaise, sous l'œil complice de l'armée israélienne.



Dès l'aube, des travailleurs palestiniens attendent de franchir le checkpoint de Bethléem (14 avril 2019).

LA CISJORDANIE TOUJOURS PLUS COLONISÉE

Le départ de Gaza permit à Israël de déployer des forces supplémentaires pour la colonisation de la Cisjordanie. Les colons accaparèrent de vastes superficies de terres parmi les plus fertiles. La multiplication des colonies fut telle que ce territoire a été comparé à une peau de léopard, partagé entre les régions plus ou moins contrôlées par les autorités palestiniennes et celles relevant des autorités israéliennes. Les enclaves autonomes palestiniennes ne constituent pas une entité géographique continue. La multitude de murs, de barrières, de checkpoint, rendent difficile voire impossible le moindre déplacement. L'armée israélienne peut à tout moment procéder à des bouclages, couper une ville palestinienne du reste du monde, la priver d'eau. Les colons, avec l'aide de l'armée, peuvent empêcher les agriculteurs de se rendre aux champs, contraindre les écoliers à rester chez eux, compliquer voire bloquer l'accès à la route conduisant à l'hôpital.

Des travailleurs sont ainsi licenciés faute de pouvoir aller

à leur travail. Les restrictions de circulation brisent les liens culturels et familiaux. Un habitant de Cisjordanie ne peut plus se déplacer librement à Gaza ou à Jérusalem. Afin de permettre aux colons de gagner les villes israéliennes sans croiser un seul Palestinien, des routes de contournement sont construites à leur seul usage. Les contrôles et arrestations arbitraires sont la norme. On estime que, depuis 1967, près de la moitié des hommes palestiniens sont

passés par les prisons israéliennes³. Les plus anciens disent même que la vie y est plus dure qu'à l'époque de l'occupation, avant la création de l'Autorité palestinienne.

Le chef actuel de celle-ci, Mahmoud Abbas, âgé de 86 ans, est maintenant honni de la population de Cisjordanie et contesté dans ses propres rangs. Alors qu'il est resté passif lors de la mobilisation contre les expulsions à Cheikh Jarrah, il a pris prétexte que les Palestiniens de Jérusalem-Est n'étaient pas « garantis de vote » pour reporter sine die le premier scrutin prévu depuis quinze ans, lors duquel il craignait d'être évincé au profit des listes dissidentes du Fatah ou du Hamas par une population qui s'était massivement inscrite sur les listes électorales.

Le Hamas, privé d'un scrutin et d'une possible victoire en Cisjordanie, a alors saisi l'occasion offerte par la provocation des forces de police à la mosquée al-Aqsa pour exploiter politiquement l'indignation des Palestiniens, alors qu'il n'était pour rien dans leur révolte.



Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas (à droite) présente le 15 janvier 2021 le décret fixant des élections pour l'été, avant de les annuler ensuite.

3 <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/l-incarceration-des-palestiniens-cle-de-la-colonisation-israelienne>, 4774



Rassemblement à Jérusalem, des jeunes brandissent le drapeau vert du Hamas, le 7 mai dernier.

UNE GUERRE QUI SERT LES INTÉRÊTS DU HAMAS ET D'ISRAËL

L'élan de révolte spontané de la jeunesse et de la population contre la colonisation, les humiliations et l'oppression, a ainsi débouché sur un affrontement militaire entre Israël et le Hamas, qui l'un et l'autre redoutent que cette révolte soit contagieuse. Cette confrontation militaire leur a permis de renforcer leur emprise politique sur leurs populations respectives.

Les tirs de roquettes sur Jérusalem ont certainement été populaires en Cisjordanie, où bien des Palestiniens ont pu se sentir vengés. Le Hamas a pu se présenter comme le seul défenseur des Palestiniens et étendre son influence au-delà de la minuscule bande de Gaza.

Le Hamas voudrait s'imposer comme le seul interlocuteur crédible, l'acteur incontournable de futures négociations auprès des institutions internationales, prêt à jouer en Cisjordanie le rôle de gendarme qu'il joue déjà à Gaza.

Après le discrédit qui pèse sur les représentants de l'Autorité palestinienne, il peut en effet apparaître comme un interlocuteur de rechange pour Israël. En attendant, la population de Gaza paye le prix fort de ses manœuvres. 240 Palestiniens, principalement des civils, ont perdu la vie dans cette confrontation militaire, qui a causé aussi d'importants dégâts matériels.

Les tirs de roquettes du Hamas ont aussi rendu un fier service au régime israélien de Netanyahu et maintenant de Naftali Bennett, en difficulté face à une opinion publique émue de la révolte dans les villes mixtes et des actes commis par les milices suprémacistes. L'opresseur a pu prendre la posture de l'agressé. Contraints de rejoindre les abris, des centaines de milliers d'Israéliens ont vécu dans la peur durant onze jours. Le climat de danger sécuritaire a permis au pouvoir israélien de faire taire les critiques et de justifier sa répression contre les jeunes Arabes israéliens, assimilés à des terroristes. Près de 2 000 jeunes qui manifestaient pour la pre-

mière fois et dont beaucoup sont mineurs ont été arrêtés et brutalisés.

QUELLE ISSUE ?

Après onze jours de combat, le Hamas et Israël concluaient un cessez-le-feu, chacun revendiquant la victoire. Ils peuvent effectivement considérer qu'ils ont gagné l'un et l'autre, sinon l'un contre l'autre. Ils ont gagné contre leurs peuples respectifs qu'ils enfonce un peu plus dans une impasse.

En Israël, Netanyahu a été évincé et une grande partie de la population en a été soulagée. Mais son remplaçant, Naftali Bennett, peut, grâce au nombre de députés d'extrême droite au Parlement, imposer une nouvelle accélération de la colonisation préparant une annexion pure et simple des Territoires occupés.

Israël n'échappe pas au chaos qu'il a contribué à créer dans la région. Décennie après décennie, l'oppression que ses dirigeants ont exercée sur le peuple palestinien a renforcé des forces de plus en plus réactionnaires, dont le pays a fini par devenir l'otage. Dans cet État, qui se voulait une réponse au drame qui a fait des Juifs les victimes de la barbarie nazie, ceux-ci sont aujourd'hui sous la coupe de l'extrême droite et du fascisme auquel ses fondateurs prétendaient répondre.

Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. L'avenir ne peut se construire que dans une lutte commune et consciente des deux peuples, visant à dépasser les clivages attisés depuis des décennies par l'impérialisme et entretenus par les manœuvres de leurs dirigeants.

5 septembre 2021



Allemagne: après seize ans, la fin de l'ère Merkel

Qui va succéder à Angela Merkel? Elle se retire, mais la CDU, son parti, reste à la chancellerie après les élections du 26 septembre : tel était jusqu'à récemment le scénario le plus probable. Aujourd'hui, avec l'impopolarité croissante du candidat de la CDU (Union chrétienne-démocrate) et la baisse continue de ce parti dans les sondages, l'issue est ouverte, et on ne connaîtra sans doute pas le nom du nouveau chancelier au soir de la publication des résultats électoraux. En Allemagne, aux législatives chacun dispose de deux voix : on vote pour un candidat local et aussi pour une liste présentée par un parti. Si après les élections il ne se dégage pas de majorité claire, les partis arrivés en tête négocient, les députés élisant ensuite parmi eux le futur chancelier, dont l'élection est donc indirecte. Dans le contexte actuel, le mode scrutin ajoute à l'incertitude.

UN PAYSAGE POLITIQUE ÉCLATÉ

Le paysage politique est toujours plus émiétté, ce qui se reflète aussi dans le nombre croissant des partis se présentant aux élections. Si la presse se concentre sur trois ou quatre d'entre eux, au total pas moins de quarante partis ou groupes présentent des candidats! Dans un premier temps, la commission électorale fédérale n'avait d'ailleurs pas autorisé le Parti communiste allemand (DKP) à se présenter aux élections, lui reprochant de ne jamais envoyer ses rapports d'activité annuels aux dates prévues.

Le DKP fait peu de voix, n'ayant jamais dépassé 0,3 % depuis 1968, mais il a toujours été présent aux élections législatives en Allemagne de l'Ouest (sauf entre 1956 et 1968, puisqu'il était interdit). Cette décision a donc créé un peu de remous, le DKP l'a contes-

tée et a finalement été autorisé quelques semaines avant les élections à présenter des candidats.

Pour avoir des élus au Bundestag, le Parlement, il faut obtenir au moins 5 % des voix à l'échelle nationale. Six partis y sont actuellement représentés : Die Linke (La Gauche), les Verts, le SPD (sociaux-démocrates), la CDU/CSU (chrétiens-démocrates, parti de la chancelière, et son parti frère en Bavière), le FDP (libéraux) et l'AfD (Alternative pour l'Allemagne, extrême droite) qui a fait son entrée au Bundestag lors des élections de 2017.

Déjà lors de ces élections, une fois les résultats connus, les tractations entre partis pour former une coalition gouvernementale avaient pris plusieurs mois. Cela pourrait être encore plus long cette fois-ci. Avec trois partis estimés autour de 20 %, on peut en effet imaginer beaucoup de coalitions, y compris des gouvernements à trois par-

tis, ce qui promet des négociations compliquées.

Selon les sondages, trois partis, CDU, Verts et SPD, se détachent donc. Pendant plusieurs semaines, les deux premiers arrivaient toujours en tête, à plus de 30 % des intentions de vote pour le premier, entre 20 % et 28 % pour le second. Usé par douze années de gouvernement avec Merkel, le SPD stagnait, plusieurs points sous les 20 %, d'autant qu'il ne s'est jamais remis du passage au pouvoir de Schröder, qui avait introduit les lois Hartz stigmatisant et appauvrissant brutalement les chômeurs.

Depuis les inondations meurtrières de juillet, le candidat de la CDU a dévissé de plus de dix points, et les courbes se sont rapprochées jusqu'à se croiser. Ce n'est pas que le SPD suscite des espoirs, mais les deux autres ont, chacun dans son genre, affiché tant de mépris et d'arrogance sociale qu'ils sont en brutale perte de vitesse.

CHRISTOPH HARDT/MAGNUM IMAGES



Lors des inondations de la mi-juillet 2021, des automobilistes piégés sur des routes n'ayant pas été barrées préventivement (région de Cologne, Rhénanie-du-Nord-Westphalie)

LES INONDATIONS MEURTRIÈRES REBATTENT LES CARTES DES ÉLECTIONS

Les pluies diluviennes de la mi-juillet 2021, provoquant crues et inondations spectaculaires, coulées de boues et effondrements de terrains, inconnus jusqu'alors sous nos latitudes, emportant villages, petites villes et des centaines de kilomètres de voies ferrées et d'autoroutes, ont causé en Allemagne la mort d'au moins 183 personnes.

En cause, le réchauffement climatique bien sûr, mais rapidement la question est également devenue politique. Ainsi, les routes n'avaient pas été barrées préventivement, la population des zones à risques a été prévenue beaucoup trop tard du danger, et nombre d'habitants ont été évacués en pleine catastrophe, des heures après avoir trouvé refuge dans les étages supérieurs sinon sur les toits des maisons. Les sirènes d'alerte étaient bien entretenues pendant la guerre froide, quand il fallait maintenir dans la population un sentiment de menace, mais quand leur usage se limita aux catastrophes naturelles, leur entretien fut

considéré comme trop onéreux et elles ne fonctionnèrent tout simplement plus dans bien des endroits.

Mais le pire est le manque de personnel. La plus grande partie de la protection contre les catastrophes est portée, non par l'État fédéral ou par les Länder (États fédérés), mais par les communes et cantons, qui manquent cruellement de moyens, d'argent et de personnel. Parfois, ce personnel reçut l'annonce du danger qu'il était censé relayer par simples e-mails, faute de personnel, pour passer des appels d'urgence. Aujourd'hui encore, aucun candidat de parti gouvernemental ne propose de permettre aux communes l'embauche de personnel en nombre suffisant.

Dans ce contexte, le candidat de la CDU, Armin Laschet, également ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, land particulièrement touché par les inondations, s'est révélé dans toute sa splendeur, omniprésent sur les lieux de la catastrophe, visiblement plus soucieux de la pêche aux voix que de l'aide aux sinistrés. Il a été filmé hilare, dans une région dévastée, pendant un discours du président de la Répu-

blique (F.-W. Steinmeier, SPD) en hommage aux victimes. Cette séquence est très mal passée, et l'a encore fait dégringoler dans les sondages. Quand les médias parlent de faux pas ou de maladresses, beaucoup dans les couches populaires sentent qu'il ne s'agit pas de cela, mais d'une profonde indifférence et de mépris social.

PARMI LES TROIS PARTIS QUI FONT LA COURSE EN TÊTE : LA CDU

Cela étant, la baisse de la CDU/CSU dans les sondages a commencé avant même les inondations, dès le printemps, quand plusieurs de ses députés ont été pris dans des scandales de corruption : ils avaient touché des pots-de-vin sur la fourniture de masques chirurgicaux et FFP2 au printemps 2020, au moment où les masques manquaient cruellement partout. Mais depuis, avec la baisse des Verts, la dégringolade de la CDU et la montée du SPD, les deux derniers se trouvent au coude à coude, et un vent de panique souffle sur les députés de la CDU.

Celle-ci a d'abord eu bien du mal à se donner un candidat. Il faut dire que, même après seize ans au pouvoir, Merkel reste de très loin la plus populaire de tous les hommes et femmes politiques allemands. Mais le problème actuel de la CDU/CSU tient aussi à son hétérogénéité, tiraillée selon les régions et les courants entre différentes tendances, certaines franchement réactionnaires. Des dirigeants, à l'Est, se verraient bien gouverner, au niveau régional au moins, avec l'AfD. Pour eux, le cours « socialiste » de Merkel est une vision d'horreur. Dans son propre parti il lui est ainsi reproché, pêle-mêle, la fin du service militaire en 2011 et l'arrêt des centrales nucléaires après la catastrophe de Fukushima, l'introduction, pour la première



A. Laschet, candidat de la CDU, tient une conférence de presse dans une ville dévastée par les inondations : Bad Münstereifel (Rhénanie-du-Nord-Westphalie).

fois en Allemagne, d'un salaire minimum interprofessionnel (2014), l'accueil des réfugiés bien sûr (2015), le mariage des couples homosexuels (2017), des mesures dont la plupart ne figuraient dans aucun programme.

Quoi qu'il en soit, tous les candidats à sa succession se positionnaient plus à droite qu'elle. Après divers rebondissements, sont restés en lice Armin Laschet et Markus Söder, ministre-président (donc chef de gouvernement) de Bavière ; Laschet l'a emporté.

Il se veut avant tout le représentant du monde économique, ce qui est devenu très visible dès le début de la pandémie. Laschet faisait toujours pression pour des réouvertures rapides, notamment des grandes surfaces, lorsque les chiffres épidémiques redescendaient, et était toujours lent à prendre des mesures de restriction en début de vague. Son gouvernement régional a tenté de faire passer au Bundestag un texte de loi visant à supprimer l'obligation de 11 heures de repos entre deux jours de travail, tout comme le maximum de 10 heures de travail par jour. De même, il a essayé de faire passer l'ouver-

ture des magasins le dimanche. Et dans son programme électoral figurent entre autres le plafonnement à 25% de l'imposition des bénéfices ainsi que la suppression d'un impôt sur les revenus payé uniquement par les 10% les plus aisés.

Et si Laschet occupe par ailleurs un créneau moins ouvertement conservateur que son rival Söder, son plus proche conseiller, un certain Liminski, est un réactionnaire ultra-ca-

tholique, aux relents homophobes. Actuellement, pour parler à sa chute d'une quinzaine de points dans les sondages, Laschet et l'ensemble de la CDU/CSU jouent la carte du scénario apocalyptique : agitant le spectre du communisme, ils prophétisent un avenir terrible si une coalition « rouge » (SPD, Verts, Die Linke) obtenait une majorité de voix et arrivait au pouvoir.

Cela n'a pratiquement aucune chance de se produire, car l'anticommunisme ambiant empêcherait certainement que Die Linke participe au gouvernement fédéral. Mais, même si cela se faisait, pareille coalition n'aurait de rouge que le nom.

UNE CERTAINE RENAISSANCE DU SPD

Ces menaces sont également peu crédibles car, depuis son élection en 2005, Angela Merkel a gouverné la plupart du temps avec le SPD (il y a eu juste une parenthèse entre 2009 et 2013, quand elle s'est alliée aux libéraux).

Et le candidat du SPD, Olaf Scholz, qui appartient à son aile droite, n'est autre que le ministre des Finances de l'ac-



Affiche du SPD avec le candidat O. Scholz : « Voter maintenant pour le smic à 12€. Scholz va s'en occuper. »

tuel gouvernement Merkel. Il se présente d'ailleurs comme son véritable successeur, sinon son dauphin. Au printemps, Scholz déclarait, vu le montant des nouvelles dettes contractées dans le contexte de la pandémie: «*Les promesses électorales sont limitées par des bornes étroites.*» Aujourd'hui, le même essaie de se présenter comme héraut d'une politique sociale.

Aussi le SPD, loin de faire peur aux bourgeois, est-il usé par le pouvoir pour avoir participé à toutes les attaques, acceptant de continuer à fermer des lits et même des hôpitaux entiers en pleine pandémie, décidant encore récemment de nouvelles subventions pour l'industrie automobile, alors même que celle-ci affiche des bénéfices insolents et annonce un plan de licenciements après l'autre. Le SPD était considéré comme moribond, et plafonnait jusqu'à l'été à 12-13% des intentions de vote. Seule la désaffection vis-à-vis de la CDU et des Verts expliquent sa relative remontée actuelle (relative, car l'estimation reste en dessous de ses presque 25% des élections de 2017).

LES VERTS PEINENT À APPARAÎTRE COMME PARTI DU RENOUVEAU

Le mouvement pour le climat (Fridays for future), important en Allemagne, a marqué la campagne. Fatigués du tandem CDU-SPD, nombre d'électeurs pensèrent accorder leur suffrage à la jeune candidate des Verts, Annalena Baerbock, qui vit ses sondages s'envoler. Mais cela fit long feu. Alors que Baerbock commençait à se rêver succédant à Merkel à la chancellerie, les sondages chutèrent brutalement lorsqu'elle se mit à faire campagne pour des augmentations spectaculaires de prix des vols low cost, et surtout des carburants et du chauffage.

Cette arrogance a soulevé l'indignation dans les couches populaires, à un moment où, avec la pandémie, elles ont déjà perdu du pouvoir d'achat, tandis que les prix de l'énergie augmentent sensiblement. Malgré tout, les 17% à 20% accordés aux Verts selon les sondages représentent encore le double de leur score de 2017, qui était de 8,9%.

L'essentiel du programme des Verts se résume à pousser encore plus loin la politique de la grande coalition: au nom de la transition écologique, augmenter encore les subventions aux grandes entreprises, en les faisant payer par la population. Plusieurs représentants du patronat les soutiennent ouvertement, parmi lesquels l'ancien PDG de Siemens (Kaesler) ou encore Menne, membre du conseil de surveillance de BMW et de Henkel. Le syndicat patronal de la métallurgie, qui regroupe notamment Daimler, BMW, Porsche, Continental et Bosch, leur a versé un don électoral conséquent.

Derrière l'image de gauche que les Verts tiennent malgré tout à conserver, leur programme contient bien des mesures antiouvrières, aggravant la flexibilité du temps de

travail ou visant à accélérer la privatisation de la partie Transport des chemins de fer (celle qui rapporte, l'infrastructure restant étatisée). En politique étrangère, les Verts, qui en Allemagne passèrent longtemps pour pacifistes, sont aujourd'hui parmi les plus va-t-en-guerre vis-à-vis de la Chine et de la Russie.

Ils font clairement comprendre qu'ils sont prêts à gouverner avec à peu près tout le monde: SPD, CDU, FDP, Die Linke... peu importe, pourvu qu'ils gouvernent!

L'AFD

L'AfD est créditée dans les sondages de 11% à 12%, à peine en dessous de son score des dernières élections (12,6%), quand elle fit une entrée fracassante au Bundestag.

Dès le printemps 2020 et à l'été, se voulant le porte-parole politique des manifestations contre les mesures sanitaires, contestant le danger voire la réalité même du Covid, l'AfD avait espéré augmenter son audience. Mais ce mouvement, qui regroupa au maximum 45 000 participants, fut peu à peu marginalisé.



Exemple d'affiche de campagne de l'extrême droite contre les Verts: «*Destruction de l'industrie, des emplois, de la prospérité. Conneries des Verts 2021*»

Ces dernières années, l'AfD a poursuivi son évolution à droite, et son aile qui s'affiche ouvertement avec les néonazis a pu imposer ses vues à plusieurs reprises dans le parti. L'actualité a été marquée par des attentats et projets d'attentats d'extrême droite, divers scandales liés à la présence de groupuscules nazis dans l'armée et la police, un simulacre d'invasion du Bundestag en marge d'une manifestation contre les mesures sanitaires. Tout cela a fini par être contreproductif et a stoppé son ascension électorale, en tout cas à court terme. Et l'AfD a ouvertement été mise sous surveillance du renseignement. Elle est désormais perçue comme trop radicale par un certain nombre d'électeurs, qui s'en détournent.

Malgré tout cela, l'AfD a réussi à fidéliser un socle électoral notable.

Au départ, lorsque la candidate écologiste semblait pouvoir l'emporter, l'AfD concentra ses attaques contre les Verts. Ses candidats s'adressèrent aux milieux réactionnaires, mais essayèrent aussi de profiter de la colère que l'arrogance sociale des Verts provoquait dans une partie des classes populaires. L'AfD lança ainsi une campagne d'affiches, plagiat de celles des Verts, qui portaient des slogans tels que « Destruction de l'industrie, des emplois, de la prospérité » « Socialisme, mise sous tutelle, interdits » ou encore « Augmentation des loyers, des prix de carburant, explosion des prix de l'électricité ». Tous les slogans étaient signés « Conneries des Verts ». Ces attaques portent, même si jusqu'ici cela ne conduit pas à un vote massif en faveur de l'AfD.

Mais la situation en Afghanistan est devenue le principal sujet de campagne depuis la mi-août. L'AfD essaye naturellement de faire campagne sur le sujet. Mais CDU, SPD et

FDP lui coupent l'herbe sous le pied en affirmant tous que, cette fois, il ne faut accueillir que peu de réfugiés, la plupart devant rester dans les pays limitrophes. Laschet a tout de suite mis les choses au point, expliquant, alors que parvenaient les images les plus dures de l'aéroport de Kaboul, que « 2015 ne devait pas se répéter ».

L'AfD réussit donc à peser sur la vie politique. Et bien évidemment, même s'il n'y a pas cette fois de nouvelle montée de son audience, le danger de l'extrême droite n'est en rien écarté.

ET DIE LINKE ?

Quant à Die Linke, la gauche dite radicale, les sondages la créditent d'un score autour de 7%, également en baisse.

Dans son programme, elle se contente de se positionner toujours un peu à gauche du SPD : quand par exemple il revendique l'augmentation du salaire minimum à 12 euros

de l'heure, Die Linke renchérit à 13 euros... Elle parle aussi de l'imposition des riches, de la lutte contre la pauvreté, du désarmement ou du changement climatique, sans proposer aucun moyen ni point d'appui pour aller dans ce sens. Et Die Linke participe aux gouvernements de plusieurs Länder, Brandebourg, Thuringe, Berlin et Brême, où elle met en œuvre les mêmes politiques économiques que les autres exécutifs régionaux.

Ce parti est donc bien en peine de donner des perspectives, d'autant plus qu'il est en proie à des divisions internes.

Die Linke est nettement plus implantée, et électoralement plus forte, en ex-Allemagne de l'Est. Or, ces dernières années, l'AfD a en partie pris sa place en tant que porte-parole des colères de cette région défavorisée. En réaction, une fraction de Die Linke, organisée autour de ses deux dirigeants les plus médiatisés, Sahra Wagenknecht et Oskar Lafontaine, court derrière ses électeurs partis à l'AfD.



Affiche de Die Linke : « Au moins 13 euros de l'heure. Maintenant ! »

Ciblant autant les réfugiés que les travailleurs détachés, cette fraction a fini par se prononcer contre la liberté de circulation des migrants. Wagenknecht a même pris exemple sur Mélenchon, vantant ses succès en 2017. Elle est allée jusqu'à dénoncer la solidarité de son parti, Die Linke, envers les réfugiés comme rendant objectivement service aux intérêts des capitalistes, puisque cela leur permettait de baisser les salaires!

Une majorité de Die Linke s'indigne des propos de Wagenknecht et réfute ses propositions. Celle-ci a fini par publier un livre contre la politique de Die Linke et ses militants, tout en étant leur candidate principale en Rhénanie du Nord-Westphalie.

Tout cela ne peut qu'inspirer résignation et dégoût dans les rangs des militants et électeurs de Die Linke. D'autant plus que s'y ajoutent les disputes permanentes entre diverses tendances, au point que le parti doit être représenté par deux porte-parole. L'un, Dietmar Bartsch, veut convaincre les Verts et le SPD qu'il n'y a pas de risque à gouverner avec Die Linke au niveau fédéral, et veut pour cela notamment abandonner dès maintenant le veto de principe contre toute intervention de l'armée allemande à l'étranger. L'autre, Janine Wissler, est censée représenter ceux qui veulent maintenir ces principes... au moins jusqu'aux éventuelles tractations pour former un gouvernement.

Wissler fit longtemps partie du courant Marx21 de Die Linke, une ancienne organisation capitaliste d'État (liée au SWP de Tony Cliff en Grande-Bretagne) qui se décrit elle-même comme « *trotskyiste non dogmatique* » et avait choisi d'entrer en tant que tendance dans Die Linke. Marx21 put vanter la nomination de Wissler en tant

que porte-parole de Die Linke comme signe du succès de sa politique entriste: Marx21 allait ainsi influencer la politique de Die Linke! Évidemment, c'était l'inverse. Pour devenir candidate, Wissler dut quitter Marx21, renier ses origines et au bout du compte conforter la fable selon laquelle de bons partis pourraient réaliser au gouvernement une politique favorable aux classes populaires.

DU CÔTÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Les sujets qui affectent le plus la classe ouvrière, à savoir les licenciements et la baisse du pouvoir d'achat, sont complètement absents de la campagne des partis gouvernementaux, sauf à considérer quelques lieux communs et phrases générales. Tandis que les classes populaires sont confrontées à une hausse considérable du coût de la vie (augmentations des loyers, des prix des produits alimentaires, des carburants – même officiellement, l'inflation est de 3,9%), les ténors politiques ne proposent bien sûr pas la moindre mesure pour y faire face. Des travailleurs de quelques secteurs, chemins de fer ou grande distribution, font grève pour que leur salaire suive au moins l'augmentation des prix. Quand des prétendants à la chancellerie évoquent ces mouvements, c'est pour les désavouer.

La crise économique, qui s'était déjà nettement accélérée en 2019, s'est encore aggravée depuis 2020. Rien que dans la métallurgie, 200 000 emplois ont été supprimés ces deux dernières années. Le nombre des demandeurs d'emploi n'ayant pas retrouvé de travail après un an de chômage a augmenté de 42%, de même que le nombre de travailleurs pauvres (ceux dont le salaire est inférieur à Hartz IV, l'équivalent du RSA).

Dans différents secteurs, par exemple la métallurgie, bon nombre d'entreprises ont profité de la crise pour baisser les salaires. Et bien des ouvriers licenciés de l'industrie ne retrouvent d'emploi que dans des secteurs beaucoup plus mal payés, comme la logistique ou la livraison.

Dans un pays où seule une minorité possède son logement, l'augmentation brutale des loyers frappe de plein fouet les classes populaires. Dans les cités, les loyers ont augmenté en moyenne de 30% sur les six dernières années. À Berlin, depuis de nombreux mois, des manifestations de protestation rassemblent régulièrement des dizaines de milliers de participants, et une partie du mouvement revendique non seulement le plafonnement des loyers, mais aussi l'expropriation des requins de l'immobilier.

Toujours dans la capitale, il y a actuellement un mouvement de grève dans les hôpitaux publics. Alors que le gouvernement régional de gauche avait promis avant les élections régionales d'embaucher du personnel dans les hôpitaux et d'augmenter les salaires, il avait ensuite au contraire, comme dans toutes les régions d'Allemagne, continué à supprimer des services, voire des hôpitaux, même en pleine pandémie. Le personnel hospitalier s'est mis en grève pour obtenir par la lutte la réalisation des promesses électorales.

Avec la crise, les économies sur le dos de la population laborieuse et les attaques contre le monde du travail ne peuvent que s'aggraver. Quelle que soit la coalition gouvernementale qui finira par sortir des élections, la question principale pour la classe ouvrière est de se préparer à se défendre avec ses propres armes.

1^{er} septembre 2021



Feux de forêt en Californie : la crise s'aggrave

Ce texte est la traduction d'un article de la revue trotskyste américaine *Class Struggle* (n° 108, août-septembre 2021).

La dernière décennie a vu la crise des feux de forêt s'aggraver dans toute la partie ouest des États-Unis. Chaque année, des incendies consomment des forêts, brûlent des habitations, et des zones étendues étouffent sous la fumée, durant souvent plusieurs semaines.

Mais nulle part cette crise n'a été plus prononcée ni n'a duré aussi longtemps qu'en Californie. En dix ans, le nombre de feux de forêt en Californie a dramatiquement augmenté, leur intensité et leurs ravages

aussi. La saison des feux 2020 a battu tous les records, avec plus de 16 000 km² partis en fumée, soit deux fois plus que l'année précédente. Cinq des six plus grands feux jamais constatés en Californie se sont produits à ce moment-là. Le plus puissant et ravageur, baptisé August Complex, s'est étendu sur plus de 4 000 km², soit la superficie de la Haute-Savoie.

Mais au moment où nous écrivons, le premier semestre 2021 est susceptible d'être bien pire que 2020, avec plus du double

de surface brûlée par rapport à la même période de 2020 et des centaines d'incendies en plus, avant même les mois les plus dangereux de la fin de l'été et du début de l'automne.

Les conséquences de ces incendies de forêt sont graves. Des centaines de personnes sont mortes en raison de l'exposition directe au feu. Des milliers d'autres personnes sont décédées ou ont une santé définitivement altérée en raison de l'exposition à la fumée ou à un air vicié. Des centaines de



Un pompier surveille un gigantesque ensemble de feux de collines dans le comté de Lake, dans la région viticole du nord de la Californie, le 23 août 2020. Encerclant plusieurs villes, ces feux ont détruit environ 1500 bâtiments, faisant plusieurs morts et blessés.

milliers de personnes ont été évacuées, souvent plus d'une fois. Des dizaines de milliers d'habitations ont été détruites dans des régions où elles sont rares et souvent inabordables. Et de nombreuses personnes doivent faire face à des factures d'eau ou d'électricité et à des assurances en hausse, alors même qu'il y a des coupures voire des pannes prolongées et perturbatrices, sous prétexte des menaces d'incendie.

Il est évident que le changement climatique joue un rôle significatif dans la crise des feux de forêt en Californie, au vu des nombreuses années de sécheresse et de températures record. Mais ce changement de climat n'a fait qu'exacerber un problème profondément lié à la manière dont le capitalisme s'est développé dans cette partie du monde. En fait, les feux devenaient déjà plus grands, plus intenses et plus destructeurs bien avant que l'impact du changement climatique ne se manifeste.

Quarante millions de personnes vivent dans cet État où le feu a longtemps joué un rôle, même si le paysage de la région a été largement épargné par les flammes pendant plus d'un siècle.

COMBATTRE LE FEU PAR LE FEU

Dans la plus grande partie de la Californie, le feu pourrait être considéré comme une composante normale de l'environnement. Il y pleut seulement quelques mois par an, à la fin de l'automne et en hiver. Le reste de l'année, la végétation se dessèche et cuit au soleil, devenant potentiellement combustible.

Les chercheurs de l'université de Californie estiment qu'avant l'arrivée des colons européens, jusqu'à un huitième de la région brûlait tous les ans. Autrement dit, les feux brû-

laient sur une bien plus large échelle qu'aujourd'hui. Mais ces feux ne provoquaient pas de catastrophes comme celles qui frappent l'État aujourd'hui. Ils étaient d'intensité basse ou moyenne et servaient en fait à faire le ménage ; les feux brûlaient régulièrement les branchages et feuillages morts qui s'accumulent dans les sous-bois des forêts.

La végétation dans des régions comme la Californie évoluait en brûlant périodiquement. Prenons le cas des variétés de pin résistant au feu : quand un feu parcourt la forêt, les pommes de pin s'ouvrent et leurs graines sont relâchées puis dispersées par le vent. Les feux procurent aussi des avantages pour la survie et la croissance des jeunes arbres, en éclaircissant la végétation qui les priverait autrement de la lumière, tout en produisant de la cendre qui nourrit le sol.

Les populations autochtones, qui vivaient en Californie depuis au moins 13 000 ans, maîtrisaient l'usage du feu de basse intensité. Elles brûlaient de jeunes arbres et buissons pour créer et entretenir des prairies afin d'y attirer cerfs et wapitis. Elles brûlaient les broussailles pour repousser les arbustes risquant d'étouffer les buissons à baies. Elles brûlaient des chênaies pour faire de la fumée et tuer ainsi charançons et papillons de nuit, lesquels peuvent infester les glands d'autres chênes – glands qu'elles broyaient pour en faire de la farine. Elles brûlaient les feuilles mortes pour tuer les insectes piqueurs, et pour éclaircir les sentiers en vue de faciliter leurs déplacements de chasseurs de gibier.

Quand les Espagnols colonisèrent la Californie au 18^e siècle, ils commencèrent par décimer les populations indigènes par la violence et la maladie, et s'approprièrent une bonne part de leurs terres. En

même temps, ils les contraignirent à abandonner la pratique des feux de basse intensité. La première proclamation d'un fonctionnaire espagnol en Californie, en 1793, fut de déclarer hors la loi le « feu indien », vu comme une menace pour les troupeaux de bétail espagnol et le pâturage. Lorsque les États-Unis prirent possession de la Californie, après leur victoire sur les Mexicains lors de la guerre de 1846-1848, le gouvernement fédéral fit passer une loi rendant illégaux les feux intentionnels en Californie, avant même la création officielle de cet État en 1850.

Ainsi, la pratique par les humains de la gestion des forêts en utilisant le feu à dessein cessa d'être largement utilisée.

Bien sûr, cela n'empêcha pas les feux d'éclater naturellement. Mais la fin de l'utilisation périodique des feux en quelque sorte contrôlés permit un bien plus grand entassement de matériaux inflammables, rendant les forêts sujettes à des départs de feu violents. Interdire les feux produisit l'inverse du résultat escompté : moins de feux, certes, mais, avec le temps, des feux bien plus destructeurs.

L'ESSOR DE L'INDUSTRIE DU BOIS ET L'INTERDICTION DES FEUX

Lorsque la Californie devint un État en 1850, c'était l'aube de l'ère des barons voleurs (Morgan, Rockefeller, etc.). Dans les premières années, la plupart des terres étaient encore entre les mains du gouvernement américain, qui distribua des millions d'hectares aux grands propriétaires terriens. Au début des années 1880, le gouvernement fédéral avait cédé 44 500 km², soit un dixième de toutes les terres de Californie, à la compagnie de chemin de fer Central Pacific Railroad (devenue Southern Pacific Railroad). En

WIKIMEDIA COMMONS



Publicité pour une ligne express de navires à voile entre New-York et San Francisco, évoquant la ruée vers l'or de 1850.

Pour tirer profit de cette manne, la compagnie revendit une grande partie des terres en les divisant en grandes parcelles, à des exploitants forestiers, mineurs et autres profiteurs.

En Californie, la ruée vers l'or de 1849 marqua le début d'une progression fulgurante de la population, de l'économie régionale... et des incendies.

L'exploitation forestière et les scieries étaient partie intégrante de ce développement. Le bois était utilisé pour tout. Dans les mines, on en avait besoin pour les canalisations, l'étagage, le combustible et les matériaux de construction. Il était également nécessaire pour les logements et les locaux commerciaux.

La construction des chemins de fer exploitait les forêts pour les traverses, les ponts, les chevalets et le combustible. La construction d'arrêts-neige (structures de toit) au-dessus des voies ferrées traversant les montagnes de la Sierra Nevada pour les protéger des avalanches nécessita 708 000 m³ de bois, auxquels s'ajoutèrent 47 000 m³ de bois par an pour l'entretien. L'achèvement du chemin de fer transcontinental en 1869 ouvrit des marchés au bois californien dans tout l'est des États-Unis.

Des forêts entières furent

abattues. Un rapport du California State Forestry Board publié en 1886 estimait que vingt ans de coupes et d'incendies avaient « consommé et détruit » un tiers du bois de la Sierra Nevada. Il estimait en outre que, si le même rythme de consommation était maintenu, toutes les forêts de la chaîne auraient bientôt disparu.

Les barons voleurs qui possédaient les terres, le bois, les mines et les chemins de fer engrangèrent des fortunes. Mais au tournant des 19^e et 20^e siècles, des millions d'hectares furent détruits par une série d'incendies meurtriers, provoqués par des étincelles provenant du nouveau chemin de fer transcontinental, ainsi que par des pratiques dangereuses coutumières dans l'industrie forestière. Par exemple, les grumes abattues étaient souvent coupées à l'endroit où les branches commençaient : c'était du gaspillage et c'était aussi, en laissant le reste derrière, offrir du combustible au moindre incendie. Des camps miniers, des villes entières furent rasés par de tels incendies.

Aux yeux des barons de la terre et du bois, leurs propriétés avaient trop de valeur pour être exposées à ces risques. Dans les années 1890, les exploitants forestiers affirmaient déjà que

la Sierra Nevada pourrait être beaucoup plus productive pour l'exploitation du bois si les feux de forêt étaient éliminés, et ils attendaient des réponses du gouvernement fédéral.

En 1905, le président Théodore Roosevelt, un grand défenseur de la nature selon les livres d'histoire, créa le Service forestier américain en l'intégrant au ministère de l'Agriculture, afin de mettre les vastes forêts du domaine public à la disposition des grandes sociétés d'exploitation forestière. Un des premiers responsables du Service forestier décrivit sans détour sa mission comme étant celle d'un « gestionnaire d'entreprise, dont l'activité consiste à transformer en profit le produit d'une propriété forestière ».

Cinq ans plus tard, le grand incendie de 1910 brûla plus de 12 000 km² dans l'Idaho, le Montana et les régions avoisinantes, tuant quatre-vingt-neuf personnes et détruisant plusieurs villes. Ce fut le prétexte pour inaugurer l'ère de la tolérance zéro envers les incendies, revendiquée par les industriels du bois.

À l'époque, tout le monde n'était pas d'accord avec cette politique de tolérance zéro en matière d'incendie. Sous l'administration de William Howard Taft, devenu président en 1909, le secrétaire d'État à l'Intérieur, Richard Ballinger, affirmait par exemple : « Il nous semble nécessaire de revenir à la vieille méthode indienne consistant à brûler les forêts chaque année à des périodes saisonnières. » Ballinger n'était pas le seul à exprimer cette opinion. Le Government Printing Office (l'imprimerie nationale) publia un ouvrage pionnier en matière d'écologie du feu, *The Life History of Lodgepole Burn Forests*. Cet ouvrage soutenait que le feu devrait être considéré comme un outil plutôt qu'un ennemi des forestiers. Le numéro d'août 1910 du magazine

Sunset contenait un article soutenant la position de Ballinger : « *Depuis des temps immémoriaux, le feu a été le salut et la préservation de nos forêts de pins blancs et de pins sucriers de Californie* », disait l'article.

Mais cette réévaluation de la manière d'utiliser le feu pour réduire la gravité des incendies fut ignorée par l'administration Taft et le reste du gouvernement américain. En 1911, le Congrès américain adopta la loi Weeks autorisant le gouvernement à acheter des milliers de kilomètres carrés de terres sur lesquels tous les feux seraient proscrits. Dans les années 1930, le Service forestier adopta une politique dite de « 10 heures du matin » : tout départ de feu devait être maîtrisé avant 10 heures le lendemain matin.

Cette politique fut mise en place pour servir les intérêts et les profits à court terme des grands propriétaires terriens et des sociétés d'exploitation forestière, qui ne voulaient pas que leurs arbres, leurs terres et autres biens soient endommagés par le feu, même si la suppression du feu signifiait la dégradation et le déclin de la santé des forêts dans lesquelles les arbres poussaient.

Lorsque les incendies volontaires cessèrent, un nouveau type de forêts apparut : un écosystème presque exempt de feu, différent de tout ce qui avait existé depuis la fin de l'ère glaciaire.

LE BUSINESS DES GRANDS FEUX

Bien sûr, l'interdiction des feux de forêt ne les a pas empêchés. Elle n'a fait que les remettre à plus tard.

Un cycle infernal s'enclencha. Chaque incendie combattu créait les conditions propices à

de futurs incendies, augmentant la demande de lutte contre le feu. Les forêts étouffaient lentement sous la prolifération des débris non brûlés, dont plus de 150 millions d'arbres morts dans les forêts californiennes. Cela rendit les incendies inévitables et, lorsqu'ils se produisaient, ils étaient plus chauds et plus destructeurs. En réussissant à supprimer les feux pendant si longtemps, les agences en charge des domaines publics ont préparé les forêts du pays à l'ère des méga feux. Aujourd'hui, les méga feux sont de plus en plus fréquents, la seule question étant de savoir où se produira le prochain départ.

Le Service forestier américain et Cal Fire (le département californien de la sylviculture et de la prévention des incendies) prétendent aujourd'hui mettre en œuvre des programmes qui réduiront à terme les incendies de forêt en commençant le travail – longtemps remis à plus tard – d'éclaircissement des forêts, d'enlèvement des petits arbres et des broussailles, et de mise en œuvre de programmes de brûlage. Mais ces programmes sont insignifiants. Cal Fire, qui possède plus de la moitié des terres forestières de Californie, a supervisé le brûlage de seulement 178 km² en 2020, tandis que l'État de Californie a brûlé de son côté 46 km². Le tout représente à peine 10 % de ce que le plan forestier officiel de l'État de Californie, rédigé en 2018, affirme être le minimum nécessaire (environ 2 023 km² par an) pour avoir « un impact écologiquement significatif » sur les 133 000 km² de forêts de l'État.

En août dernier, la cheffe du service des incendies, Vicki Christiansen, a signé un protocole d'accord avec le gouverneur de la Californie, M. Newsom, dans lequel elle s'engage à remédier à cette situation en

portant le volume des traitements forestiers dans l'État à 4 046 km² par an, par le biais d'éclaircissements et de brûlages. Mais ce document n'est pas contraignant : en d'autres termes, il ne s'agit que d'une liste de souhaits.

Résultat, faute d'alternative véritable et de moyens de combattre le mal à la racine, l'extinction des incendies reste la seule politique des gouvernements face à ces incendies toujours plus nombreux. Cette politique sans issue se reflète dans l'augmentation vertigineuse des sommes consacrées à la lutte contre les incendies de forêt. En Californie, les dépenses de l'État pour éteindre les incendies sont passées de 100 millions de dollars en 1999 à près de deux milliards en 2020. Au cours de la même période, la part du budget global du Service forestier américain consacrée à la lutte contre les incendies est passée de 15 % à 55 %. Le reste de son budget est utilisé pour faciliter l'exploitation forestière sur les terres publiques, principalement en dehors de la Californie, au profit des grandes compagnies forestières. Pour extraire le bois, par exemple, le Service forestier a construit 640 000 kilomètres de routes, assez pour faire seize fois le tour du globe, entièrement payées par le contribuable américain.

Ce programme gouvernemental, comme tous les autres, a été une opportunité de faire des profits pour différentes fractions de la classe capitaliste. Environ deux tiers de l'argent destiné à la lutte contre les feux de forêt ont été remis entre les mains d'entreprises privées, qui savent gérer ces sommes à leur avantage. C'est le modèle Halliburton transposé au pays des incendies¹. Le gouvernement engage des entrepreneurs, grands et petits,

1 Halliburton est une société privée qui a prospéré en Irak après l'invasion de 2003, agissant comme une sorte de sous-traitant de l'armée des États-Unis.



Pompiers luttant contre l'incendie de forêt dit Camp Fire, en novembre 2018.

pour fournir un large éventail d'équipements et de services de lutte contre les feux de forêt : avions, ambulances, engins de terrassement, camions-citernes, et même des tours de contrôle du trafic aérien mobiles, avec leurs opérateurs.

Une grande partie de cet argent sert à payer des entreprises pour fournir des avions, souvent des avions militaires reconvertis, comme les avions-cargos C-130, dont les capacités sont limitées dans la lutte contre les incendies. Ils ne peuvent pas voler dans des vents violents et dans le brouillard, ils ne peuvent pas manœuvrer au-dessus des terrains montagneux accidentés, et leurs largages de retardateur de feu ou d'eau manquent souvent leur cible. Néanmoins, ce sont ces avions qui font les gros titres, qui sont photographiés dans les médias... et qui alimentent les bénéfiques.

Les pompiers qualifient ces vols de spectacles aériens politiques et de largages CNN.

C'est un axiome des pompiers que « l'aviation n'éteint pas un incendie ».

BAS SALAIRES ET MAIN-D'ŒUVRE CARCÉRALE

Par-delà le battage médiatique autour des avions et des hélicoptères envoyés combattre les incendies, le véritable travail de lutte contre les incendies, éreintant et dangereux, est effectué par des équipes au sol. Et, comme dans tous les services publics, puisque les hommes politiques au service des capitalistes ne raisonnent que « réduction du coût du travail », une grande partie de cette main-d'œuvre est extrêmement mal payée et souvent précaire. Les pompiers débutants du Service forestier dans certaines régions de Californie gagnent moins que le salaire minimum de 14 dollars de l'heure. Ils parcourent le pays en tous sens, travaillant seize heures par jour, douze jours

d'affilée, dormant dans leur voiture, comptant souvent sur les heures supplémentaires et la prime de risque pour joindre les deux bouts.

Mais cette année, entre bas salaires et épuisement dû à une saison des feux plus longue et plus dévastatrice que par le passé, beaucoup de pompiers ont démissionné, y compris les plus qualifiés. Et à l'heure qu'il est, le gouvernement fédéral est loin d'avoir réussi à tous les remplacer.

Cela signifie que le Service forestier n'est plus en mesure d'envoyer le nombre de pompiers nécessaires pour accomplir le travail. Selon le syndicat qui représente la plupart des employés du Service, environ 30 % des équipes fédérales de pompiers en première ligne sur les feux de forêt en Californie manquent de personnel. Dans certaines régions de Californie, les équipes de pompiers, qui sont généralement les premières à arriver sur les lieux d'un incendie pour l'éteindre

avant qu'il ne devienne incontrôlable, ont été réduites au point que, certains jours de la semaine, personne n'est disponible pour répondre aux appels. Dans certains cas, selon les représentants syndicaux, les camions de pompiers sont laissés sans personnel et inutilisés.

En réponse à cette pénurie criante de pompiers, le président Biden a demandé, début juillet, une augmentation des salaires et une révision des conditions de travail des pompiers. Mais ceux-ci affirment que, même si les postes ouverts étaient pourvus par des intérimaires, ces derniers ne seraient pas aussi compétents ou expérimentés que les pompiers qu'ils remplacent – à supposer que l'on puisse en recruter pour tous ces postes.

À première vue, le cas de Cal Fire semble différent, car les personnes qui composent ses équipes de pompiers ont des postes permanents, avec les avantages qui vont avec. Mais en réalité, les responsables californiens brident le coût de la main-d'œuvre d'une autre manière : environ la moitié des équipes de pompiers en Californie sont composées de prisonniers payés quelques dollars par jour. L'an dernier, en raison de la pandémie qui a ravagé les prisons californiennes, aggravant des conditions déjà indignes, il y eut beaucoup moins de prisonniers pour combattre les incendies. Le fait que l'État de Californie, où les politiciens se présentent comme éclairés et progressistes, dépende autant de la main-d'œuvre carcérale montre à quel point ils sont peu différents des politiciens du Sud profond, qui continuent à utiliser la main-d'œuvre carcérale pour des tâches diverses, dans l'agriculture, la fabrication de savon ou les travaux routiers.

Sortir de l'enceinte de la prison est peut-être un soulagement pour les prisonniers ca-

liforniens qui servent comme pompiers, et il se peut même qu'ils trouvent le travail de pompier gratifiant. Mais une fois qu'ils ont été libérés après avoir purgé leur peine, l'État de Californie leur interdit d'accéder à des postes permanents de pompiers, malgré leur expérience et leur qualification, les marquant à vie comme d'anciens condamnés. L'État préfère payer quelques dollars de l'heure une nouvelle équipe de prisonniers.

LOGEMENT ET FEUX DE FORÊT : LES DEUX CRISES SE TÉLESCOPENT

Dans tous les débats sur les feux de forêt, on oublie presque complètement à quel point ils ont exacerbé la crise du logement en Californie. D'un certain point de vue, les deux crises n'en font qu'une, et se nourrissent l'une l'autre. La pénurie de logements en Californie dans les centres urbains a poussé des millions de personnes à chercher un logement dans des zones moins chères et plus périphériques, où le risque d'incendie est plus élevé.

Logements et terrains ne manquent pas dans les zones urbaines, contrairement à ce qu'on entend souvent, mais ils sont indisponibles à cause du fonctionnement insensé du capitalisme, de sa spéculation effrénée qui a produit une gigantesque bulle immobilière. À Los Angeles, par exemple, il y a près de 100 000 appartements vacants et près de 57 km² de terrains privés vacants, ce qui n'empêche pas les prétendus experts d'affirmer que, si tant de personnes vivent à la rue, c'est à cause du manque de logements disponibles.

La crise du logement et la crise des incendies en Californie s'additionnent souvent dans ce que l'on appelle l'interface entre les zones ur-

baines et les zones sauvages : la WUI (*wildland-urban interface*). Environ la moitié des logements construits en Californie entre 1990 et 2010 le furent dans la WUI, qui s'est étendue d'environ 2 589 km². En conséquence, deux millions de foyers, soit un sur sept dans l'État, sont exposés à un risque élevé ou extrêmement élevé d'incendie de forêt, selon une estimation du Center for Insurance Policy and Research (Centre pour les politiques d'assurance et la recherche). Certes, certaines de ces maisons sont habitées par des personnes aisées, vivant dans des endroits luxueux comme les canyons de Malibu. Mais une grande partie de ces logements sont le fruit de l'expansion urbaine. Les promoteurs ont acheté des terrains bon marché à la périphérie des grandes villes afin d'y construire d'énormes complexes résidentiels ou commerciaux, sans tenir compte de la dangerosité de ces zones, ou en la minimisant, malgré la probabilité que ces maisons et magasins soient un jour ou l'autre confrontés à un incendie. Une autre partie est constituée de parcs à caravanes et de cabanes, où des travailleurs pauvres et de petits retraités survivent, que ce soit dans les garrigues, les forêts de pins ou les crêtes herbeuses. Et ces habitations sont les plus vulnérables aux incendies.

L'essentiel des destructions dues aux incendies de forêt en Californie s'est produit dans la WUI. Citons entre autres : l'incendie Kincade, qui a brûlé plus de 300 km² (trois fois la superficie de Paris) au nord de Santa Rosa en 2019 ; l'incendie Camp, qui a tué 85 personnes et détruit plus de 10 000 maisons à Paradise en 2018 ; l'incendie Tubbs, qui a tué 22 personnes et détruit plus de 5 000 bâtiments à Santa Rosa et dans ses environs en 2017.

L'État et les collectivités lo-

cales ne font rien pour limiter ou décourager la construction dans ces zones propices aux incendies, ce pour diverses raisons. Les collectivités locales ont intérêt à élargir leur assiette fiscale, et elles n'osent pas non plus s'opposer aux promoteurs et aux spéculateurs meurtriers. Mais même si les autorités s'y attelaient à l'avenir, des millions de Californiens vivent déjà dans la WUI, sous la menace de voir leur habitation détruite et leur vie mise en danger par le feu, et de ne pas pouvoir assurer leur maison ou de voir la valeur de leur logement chuter.

Ni le gouvernement fédéral ni celui de l'État ne lèvent le petit doigt pour préparer ces zones à un incendie. Ils ne font même pas le minimum : s'assurer qu'il y a un système d'alerte qui fonctionne ; qu'il y a suffisamment de routes d'évacuation pour éviter les embouteillages quand il faut s'échapper ; qu'il y a assez de camions de pompiers et de pompiers à proximité de chaque zone habitée pour combattre un incendie et mettre la population à l'abri. Enfin, il n'y a pas assez d'aide pour protéger les habitations d'un éventuel

incendie, alors que beaucoup pourrait être fait. La plupart des incendies dans le WUI ne sont pas du même type que ceux qui se déclarent dans les forêts. Ils se produisent généralement dans des prairies ou dans des broussailles, où les feux sont propagés par des flammèches balayées par le vent. Les mesures les plus efficaces que les propriétaires peuvent prendre pour protéger leurs habitations sont d'abord un aménagement paysager adéquat, qui doit être entretenu régulièrement, ainsi que l'installation de bouches d'aération résistant aux braises, de fenêtres à double vitrage, et la pose de rideaux antifeu sur les avant-toits – ce que l'État a rendu obligatoire pour les logements construits après 2008.

L'efficacité de cette démarche a été illustrée lors de l'incendie californien le plus meurtrier, le Camp Fire en 2018, quand un feu poussé par le vent a balayé une zone qui avait été fortement exploitée, faisant pleuvoir des braises sur la ville de Paradise. Lorsque la fumée s'est dissipée, de nombreux arbres étaient restés debout parmi les décombres, de même que la plupart des maisons qui avaient

été équipées contre le feu.

Mais dans cette économie où, selon les estimations de la Réserve fédérale, près de la moitié de la population ne dispose même pas de 400 dollars en espèces en cas d'urgence, combien de familles ont accès à 14000 dollars, le coût moyen pour réhabiliter une maison avec ces dispositifs de sécurité ?

Le gouvernement traite cette question comme s'il s'agissait d'une simple question de responsabilité individuelle. Mais la réalité est que chaque maison a intérêt à ce que toutes celles du voisinage soient protégées contre le feu. Il suffit qu'une seule maison prenne feu pour que la chaleur et les braises de l'incendie se propagent à toutes les autres.

LA RESPONSABILITÉ DES FOURNISSEURS D'ÉNERGIE

À tous ses niveaux, la société capitaliste est incapable de faire face à la crise des incendies de forêt, qui ne cesse de s'aggraver, alors que toutes les mesures nécessaires sont connues et ont souvent été



Embouteillage lors des évacuations obligatoires alors que l'incendie Caldor menace la ville de South Lake Tahoe, dans la Sierra Nevada, le 30 août 2021.

THE ATLANTIC



La ville de Paradise en grande partie détruite par l'incendie provoqué par la vétusté de lignes électriques à haute tension.

éprouvées... dont certaines depuis l'époque où les peuples autochtones parcouraient les forêts. Au contraire, la course capitaliste au profit pousse un nombre croissant de personnes à se mettre en danger, sans leur fournir la moindre forme de protection.

Le symbole le plus grossier et le plus révoltant de la façon dont la cupidité capitaliste détruit des vies et l'environnement, c'est le rôle des compagnies d'énergie dans ces catastrophes.

Les grandes compagnies d'électricité sont de loin la principale cause des incendies. La plus importante en Californie, Pacific Gas and Electric (PG&E), qui fournit du gaz naturel et de l'électricité à seize millions de personnes, a reconnu dans ses rapports à l'État que, ces dernières années, ses équipements ont déclenché 1 550 incendies, soit environ un incendie par jour. Si certains furent étouffés en quelques minutes, d'autres, attisés par les vents, se sont propagés rapidement. En 2017, les équipements de PG&E ont été responsables du déclenchement de dix-sept incendies de forêt majeurs qui ont brûlé 78 400 hectares dans huit comtés, détruit 3 256 bâtiments et tué vingt-deux personnes. En 2018, le Camp Fire a été déclenché par une ligne de 115 000

volts qui avait été endommagée et s'était détachée d'une tour centenaire.

Pourquoi ? Parce que PG&E ne veut tout simplement pas dépenser l'argent nécessaire pour entretenir, moderniser ou sécuriser ses équipements. Il traque chaque centime pour en reverser davantage à ses gros actionnaires et à ses dirigeants. Plus de la moitié du territoire de PG&E se trouve dans des zones à haut risque d'incendie, avec 5 500 kilomètres de lignes de transmission électrique et 25 500 kilomètres de lignes d'équipement de distribution. Mais comme le soulignent de nombreux détracteurs, PG&E et d'autres fournisseurs d'électricité se concentrent sur les mesures bon marché, comme l'élagage des arbres, au lieu de moderniser leurs milliers de kilomètres de lignes et d'équipements vieillissants.

Il est donc écrit d'avance que PG&E continuera à provoquer incendies et catastrophes en série.

« Ils vendent un tacot au prix d'une Cadillac », a déclaré Loretta Lynch, l'ancienne présidente de la California Public Utilities Commission. « Il ne s'agit pas seulement de PG&E – tous les projets de diminution des incendies de forêt visent leurs bénéficiaires, et non la baisse du nombre

des incendies de forêt. Le dossier est vraiment clair : c'est une catastrophe environnementale. »

Les politiciens et les hauts fonctionnaires agissent comme s'ils étaient impuissants à faire quoi que ce soit. Par deux fois, les tribunaux ont déclaré l'entreprise coupable d'avoir causé la mort de dizaines de personnes en raison du mauvais entretien de ses équipements. Par deux fois, PG&E a fait faillite, avant d'être renfloué par les contribuables pour que l'entreprise puisse récidiver. La capacité d'une entreprise à réaliser d'énormes profits pour la classe capitaliste – en réduisant ses dépenses au maximum au détriment de la vie de millions de personnes – la rend plus puissante que les politiciens, les tribunaux et les régulateurs réunis.

CONCLUSION

Des choses simples pourraient être faites face au problème croissant des feux de forêt. Elles ne le sont pas, alors même que la situation s'aggrave. Il ne s'agit pas de « renforcer la surveillance » ou de « corriger les erreurs de gestion ». Il s'agit de savoir quelle classe contrôle et dirige la société, et quels intérêts sont défendus. Les changements de tête au sommet des institutions n'ont pas changé le ressort de cette société, qui est la recherche du profit maximum par la classe qui possède le système productif. Il n'y aura pas de réponse à la multitude de catastrophes auxquelles nous sommes confrontés – le danger croissant des feux de forêt n'étant que l'une d'entre elles – tant que le système capitaliste continuera d'exister, ce système organisé pour bénéficier à une toute petite minorité, au détriment de l'immense majorité exploitée.

17 juillet 2021



Le retour de l'inflation

Jusqu'au début de l'année 2021, l'augmentation des prix à la consommation, telle qu'elle est mesurée par les organismes gouvernementaux, était restée un phénomène relativement limité. Cette inflation officielle avait même atteint des niveaux nuls, voire négatifs, au plus fort de la crise sanitaire, au printemps 2020. Depuis le début de l'année 2021, la tendance s'est inversée et la plupart des indices gouvernementaux sont à la hausse.

Ces indices ne donnent qu'une vue biaisée des prix des marchandises. Ils s'appuient sur un panier de biens et services dont les prix sont suivis chaque mois. La composition de ce panier est censée représenter la consommation des « ménages ». Elle est donc, au mieux, une moyenne, entre ce que consomment les couches les plus riches de la population et les plus pauvres. Quoi qu'il en soit, ces indices sont les seuls à notre disposition. Et leur évolution

reste significative. Ainsi, dans l'Union européenne, l'inflation mesurée avant la crise de 2020 évoluait entre 1 et 2 % par an. Depuis avril 2021, elle est à plus de 2 % en taux annuel, 2,5 % mesuré en juillet. En France, les chiffres officiels restent inférieurs, mais la tendance est elle aussi à la hausse. Aux États-Unis, l'inflation oscillait en 2018 et 2019 entre 1,5 et 3 %. Elle est à plus de 4 % depuis avril, estimée à 5,4 % en taux annuel en juillet dernier.

Même si l'on exclut les prix de l'énergie et de l'alimentation, la hausse est de 3,8 %, soit la plus forte progression depuis juin 1992. Avec les États-Unis, de nombreux pays sont à plus de 5 %, comme l'Afrique du Sud, l'Inde, le Mexique. En juillet, l'inflation au Brésil était à plus de 9 % sur l'année écoulée, en Turquie à 18 %, en Argentine à plus de 51 %¹. Si l'inflation dans ces deux derniers pays est le reflet de circonstances particulières qui datent d'avant 2020, c'est un fait que l'augmentation des prix à la consommation est un des aspects marquants de l'économie capitaliste ces derniers mois, une autre manière pour les entreprises d'augmenter leurs profits au détriment de leurs clients, en particulier des larges masses, qui ne peuvent quant à elles répercuter sur personne la hausse des prix des marchandises qu'elles consomment.

LA SPÉCULATION SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'explication avancée par un certain nombre de journaux et de commentateurs de cette



Jerome Powell, président de la Réserve fédérale, la banque centrale des États-Unis, au Capitole, à Washington, le 30 juin 2020.

¹ OCDE (2021), Inflation (IPC) (indicateur). doi: 10.1787/29ad7eaf-fr, consulté le 5 septembre 2021.

augmentation des prix repose sur un phénomène général: la reprise de l'économie se fait de manière désordonnée, avec de multiples goulots d'étranglement. Parmi ceux-là, il y a la production des matières premières, insuffisante par rapport à la demande du marché après des mois d'atonie, entraînant leurs prix à la hausse. Ainsi est pointée du doigt la Chine, dont l'appareil de production a repris en premier, et qui est l'un des principaux pays demandeurs de matières premières. Les entreprises consommatrices de ces matières premières répercutent leur hausse sur leurs clients, entraînant ainsi la hausse des prix de toutes les marchandises.

Cette explication n'est que partielle et politiquement orientée. Le cas du pétrole est parlant. L'augmentation du prix de vente du baril de pétrole Brent sur le marché mondial est sensible, passant de 40 dollars en novembre à plus de 70 dollars en juin. La demande est certes plus forte qu'en 2020, mais elle reste toujours bien en dessous de ce qu'elle était à la fin de l'année 2019, avant la crise. Si les prix montent aujourd'hui, c'est parce que l'offre, la production de pétrole, est volontairement bridée par les pays producteurs: la production reste inférieure à la demande actuelle, alors que les capacités de production mondiales sont bien supérieures à ce que le marché demandait en 2019, avant la crise. Il s'agit pour les producteurs, saoudiens, russes ou américains, de vendre un peu moins, mais beaucoup plus cher, ce qui revalorise au passage les centaines de millions de barils stockés aux États-Unis et permet de dépasser le seuil en dessous duquel la production n'est pas rentable sur le sol américain.

Cette volonté de brider la production, de maîtriser son augmentation afin qu'elle reste en



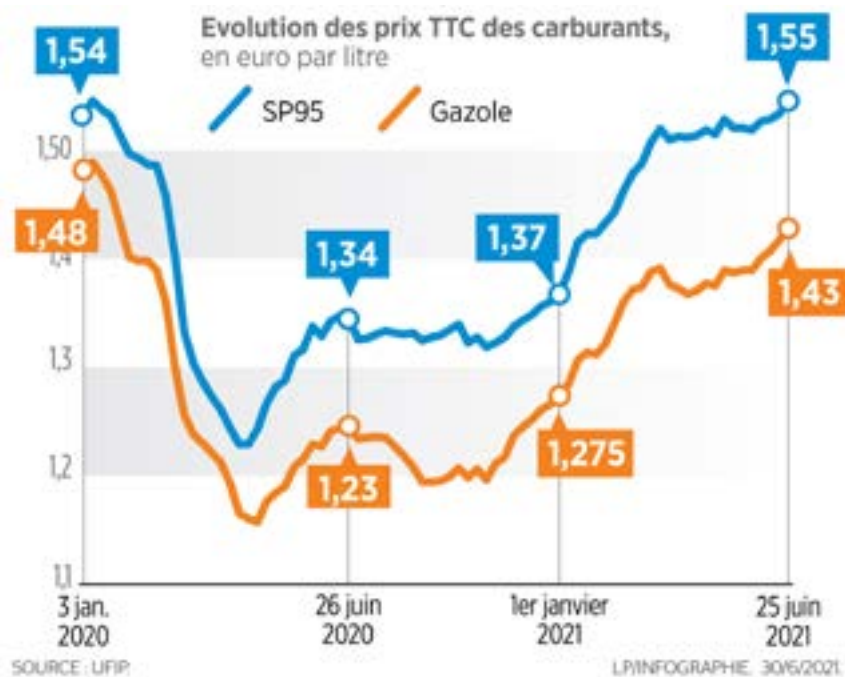
Devant le siège de l'OPEP, à Vienne, en Autriche, le 6 mars 2020.

dessous de la demande, a été confirmée le 18 juillet par les 23 pays de l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, qui se sont mis d'accord pour ne faire progresser chaque mois la production de pétrole que de 400 000 barils par jour dans les mois qui viennent. Quant aux compagnies pétrolières et gazières, elles ont tous les moyens de transférer la hausse des prix sur les consommateurs, ce qu'elles ne se sont pas privées de faire. Ainsi, dans les statistiques de l'Insee en France, la hausse du prix de l'énergie représente la moitié de la hausse des prix à la consommation, l'essence a atteint des records à la pompe (+ 17 % sur un an) et le tarif réglementé du gaz qui avait baissé au plus fort de la crise a augmenté de 10 % le 1^{er} juillet, de 5 % le 1^{er} août et de 8 % le 1^{er} septembre, s'établissant à plus de 15 % au-dessus du tarif d'avant la crise.

Le pétrole et le gaz ne sont pas les seules matières premières dont les prix s'envolent. Les prix du fer, du cuivre, de l'aluminium, de certains métaux précieux montent aussi, mais également les matières premières alimentaires comme

le blé, le soja, le maïs, dont les prix sont à des niveaux bien au-dessus des records de ces cinq dernières années. Les premières victimes d'une flambée des prix alimentaires sont les ménages les plus pauvres, ceux qui consacrent une part substantielle de leur budget à l'alimentation, y compris dans les pays développés. Ensuite, ce sont les pays dépendants des importations qui vont payer le prix fort. Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient représentent 4 % de la population mondiale, mais réalisent 30 % des achats de blé sur les marchés internationaux.

La désorganisation des chaînes de production n'est pas le simple fait de la reprise de l'activité. C'est le propre d'une économie réglée par le marché, où ne règne aucune coordination mais la loi du plus fort, c'est-à-dire l'exploitation par chaque acteur de toutes les situations où il peut augmenter ses prix et ses marges. Ainsi, le prix du fret dans le transport international impacte également directement le prix de nombreuses marchandises. Profitant d'une situation de monopole, les compagnies de transport de marchandises ont



En France, une hausse de 20 centimes en un an.

elles aussi fait monter leurs prix.

Mais le déséquilibre entre l'offre et la demande et les positions de monopole ne sont pas les seuls facteurs expliquant ces hausses. Les transactions se font sur les marchés financiers. Comme après la crise de 2009, la spéculation y est alimentée par l'argent que les États ont déversé par centaines de milliards dans le système. Cette spéculation tire les prix des marchandises vers le haut, indépendamment même du rapport entre l'offre et la demande réelles. Ainsi, les stocks des producteurs de coton sont pléthoriques mais cela n'empêche pas son prix d'atteindre des records. Comme le disait *Le Monde* du 26 mai dernier : « *Le volume considérable des liquidités injectées par les banques centrales, qui entretient l'essor des matières premières, déconnecte les prix des fondamentaux du marché, ce qui fait gonfler les bulles financières.* » Dans cette situation où l'argent coule à flots dans les marchés financiers, chaque rumeur, chaque risque de sécheresse, de pénurie prophétisée poussent les cours vers de nouveaux sommets.

DÉBUT D'UN « SUPERCYCLE », OU PRÉLUDE À LA DÉFLATION ?

Les cycles de l'économie capitaliste, les rapports entre l'offre et la demande, entre la quantité de marchandises produites et les besoins, font varier les prix autour de leur valeur, alternant des périodes de baisse, parfois brutale, lors des récessions, et des périodes de hausse, dans les phases de reprises de l'économie. Ces variations résultent d'une économie où règne l'anarchie dans la production, où l'utilité sociale est mesurée après-coup, sur le marché. À ces variations se rajoute l'influence des trusts et des monopoles, qui ont la capacité d'orienter les marchés, d'organiser les pénuries pour faire monter les prix et s'offrir de véritables rentes de position.

Ces phénomènes, qui accompagnent toute l'histoire de l'économie de marché, se sont doublés depuis la Première Guerre mondiale d'une instabilité monétaire devenue permanente. Rogner la quantité de métal précieux dans la monnaie en circulation est sans doute aussi vieux que la monnaie elle-

même. Mais, après la Première Guerre mondiale, les manipulations monétaires prirent d'autres dimensions. Pour financer les dépenses de guerre et la reconstruction, les États impérialistes imprimèrent tant de billets qu'ils durent déconnecter la monnaie de l'or. Faire tourner la planche à billets augmente la quantité de monnaie en circulation, et celle-ci a tendance à se déprécier, faisant augmenter les prix. La quantité de monnaie, tout comme sa valeur par rapport aux monnaies étrangères, la spéculation internationale sur leurs cours, le niveau de la dette des États et la capacité ou la croyance en la capacité des États à la rembourser, ce sont tous ces paramètres avec lesquels les gouvernements bourgeois doivent compter, et qui peuvent échapper à leur contrôle. L'hyperinflation en 1923 en Allemagne, quand les salaires devaient être ajustés deux fois par jour pour tenir compte de la dépréciation de la monnaie et de l'envolée des prix, est un des exemples les plus spectaculaires. La crise des années 1970, conséquence de la saturation des marchés et de l'effondrement du système monétaire international, gavé de dollars, en est un autre exemple. L'inflation de la fin des années 1960, nourrie des crédits étatiques, s'envola au début des années 1970, entraînée d'abord par la hausse des matières premières et ensuite par les sommes versées par les États en soutien à leur bourgeoisie pour faire face à la crise. L'ensemble de l'économie fut plongée dans un état d'instabilité permanent.

Aujourd'hui, même si un certain nombre d'ingrédients d'une bulle inflationniste sont présents, comme l'endettement massif des États et la spéculation, l'inflation n'est pas, ou pas encore, celle des années 1970 ni celle des années 1920. Mais comment va évoluer la situation ? Il y a presque au-

tant d'avis contradictoires sur cette question que d'économistes de la bourgeoisie. Certains pensent que la hausse des prix, en particulier celle des prix des matières premières, va durer. En mai dernier, des banquiers et des courtiers spécialisés dans les matières premières affirmaient que les investissements dans la transition écologique et les véhicules électriques allaient, et pour toute une période, tirer les prix des matières premières vers le haut, entraînant à leur suite les prix industriels. Ces banquiers parlaient même de « supercycle », prévoyant une période de hausse des cours de plus d'une décennie. Ils ne sont pas les seuls à estimer que l'inflation pourrait bien durer, voire s'emballer. Lawrence Summers, ancien secrétaire d'État au Trésor sous Bill Clinton, estime quant à lui que le risque pour l'économie est la surchauffe et la bulle inflationniste : les augmentations de prix s'alimenteraient les unes les autres, relayées par ce qu'il appelle une pénurie de main-d'œuvre, entraînant l'augmentation de certains salaires, et une flambée spéculative sur le marché immobilier.

D'autres spécialistes des matières premières ont pris le contrepied de ces prévisions, affirmant que la hausse n'est que provisoire, un provisoire chiffré quand même à plus d'une année, voire à plusieurs années. Ils associent l'inflation aux tensions temporaires essentiellement liées à un « redémarrage chaotique des chaînes logistiques, mises à rude épreuve lors de la pandémie et aujourd'hui soumises à une forte demande »². Ce raisonnement, on l'a vu, ne contient qu'une part de la vérité. Certains d'entre eux affirment que la hausse des prix des matières premières sera suivie d'un repli d'une ampleur équivalente, avec d'autres risques :

en 2015, après plusieurs années d'envolée des prix des matières premières, leur chute avait entraîné l'économie au bord de la déflation. Étant donné la pléthore de capitaux disponibles, il est certain que, si l'engouement pour les matières premières se traduit par des investissements importants, ce marché sera rapidement saturé, comme alors.

LA POLITIQUE DES BANQUES CENTRALES

Quoi qu'il en soit, la politique des banques centrales se fait sur des termes plus courts. L'un de leurs problèmes étant d'éviter tout emballement inflationniste, pour ne pas avoir à faire face à une situation aussi chaotique que celle des années 1970, elles ont, en théorie du moins, quelques moyens, pas toujours efficaces, pour lutter contre l'inflation. Elles peuvent restreindre l'accès au crédit, en augmentant leurs taux directeurs, ces taux qui orientent ceux auxquels les banques et les entreprises prêtent et empruntent, et qui sont aujourd'hui proches de zéro. C'est ce qu'a fait la banque centrale du Brésil ces dernières semaines. Les banques centrales peuvent aussi diminuer le montant des rachats d'actifs, les sommes qu'elles distribuent aux entreprises et aux banques en échange des titres dont elles veulent se débarrasser, ce qui est une autre manière de créer de la monnaie. Un tel changement se discute aujourd'hui à la Fed, mais il est encore loin d'être mis en œuvre. Au passage, l'objectif d'inflation qui était affirmé jusque-là, la maintenir en dessous de 2 %, a été officiellement enterré. Il y a un an, en août 2020, la Fed a annoncé qu'il fallait dorénavant discuter de l'inflation sur le long terme, ces mêmes banquiers af-

firmant en même temps, le plus cyniquement du monde, qu'ils étaient « conscients que les prix plus élevés de produits essentiels, comme la nourriture, l'essence ou le logement, s'ajoutent aux fardeaux que doivent déjà supporter certaines familles, en particulier les plus pauvres »³. La Bourse avait salué ces annonces, qui confirmaient que le temps de l'argent facile allait continuer. La BCE (Banque centrale européenne) a emboîté le pas à la Fed début juillet 2021. Alors que jusque-là elle se donnait pour objectif de contenir l'inflation en dessous de 2 %, ces 2 % sont dorénavant considérés comme une moyenne, à prendre sur une durée qui n'est pas spécifiée. Cela revient à dire que la Fed comme la BCE ont pour le moment décidé de laisser filer l'inflation et de continuer à faire tourner la planche à billets, pour le plus grand bonheur des entreprises et des banques.

La politique des banques centrales des pays riches est claire. Faisant le pari que l'emballage inflationniste n'est pas à l'ordre du jour, elles assurent aux capitalistes, pour la période qui vient, un taux de profit des plus hauts, en présentant directement la note aux salariés. Par le biais de l'inflation s'opère ainsi un transfert général des revenus, les classes laborieuses payant, par la diminution de leurs revenus réels, les frais du maintien des taux de profit du grand capital.

L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES

L'idée que l'augmentation des salaires alimente l'inflation, défendue par Lawrence Summers, et reprise par certains pour déclarer vaine toute lutte pour les salaires, n'est pas nouvelle. Que des capitalistes,

2 François-Xavier Oliveau, « Inflation ? Non, déflation », *Les Échos*, 16 juillet 2021.

3 « La Fed revoit son objectif d'une inflation à 2 % », *Les Échos*, 27 août 2020.



Manifestation pour les salaires, le 14 décembre 2018, à Paris.

gavés de milliards, veuillent condamner les travailleurs à la portion congrue est dans l'ordre des choses de la lutte des classes. Marx en son temps avait répondu à ce genre de discours. Il démontrait que, contrairement à une vieille idée reçue, les valeurs des marchandises, leurs prix, quand offre et demande s'équilibrent, ne sont pas déterminées par les salaires mais que « *les valeurs des marchandises doivent en définitive régler leur prix sur le marché, et cela exclusivement d'après la quantité totale du travail fixée en elle et non d'après le partage de cette quantité en travail payé et en travail impayé* », c'est-à-dire le partage en salaires et en plus-value. Ainsi « *le capitaliste et l'ouvrier n'ayant à partager que cette valeur limitée, c'est-à-dire la valeur mesurée d'après le travail total de l'ouvrier, plus l'un recevra, moins recevra l'autre, et inversement* ». Il en concluait que, même si des augmentations temporaires de prix sont possibles, « *la hausse générale du taux des salaires n'entraînera finalement rien d'autre qu'une baisse générale du taux de profit* »⁴. Bien sûr, les entreprises ne manquent pas de chercher à compenser la baisse du taux de profit en aggravant l'exploitation, en cherchant à diminuer les salaires

réels par de multiples moyens, en augmentant leurs prix, dans les limites de la concurrence, par la productivité, en intensifiant les cadences... Tout cela ne fait que démontrer que le rapport entre les salaires, les prix et les profits repose en dernier ressort sur le rapport de force entre la classe ouvrière et la bourgeoisie.

La question des salaires qui, avec la pandémie, a été mise au second plan, redevient d'actualité. Les revendications salariales se sont déjà manifestées dans certaines entreprises, notamment celles qui ont annoncé de larges profits alors qu'elles ont bloqué les salaires et supprimé nombre de primes. Dans cette situation, les révolutionnaires doivent défendre l'idée qu'il faut se battre pour faire augmenter les salaires mais avancer aussi des objectifs qui, au-delà de ces augmentations, remettent en cause la toute-puissance des capitalistes. L'échelle mobile des salaires, imposer au patronat que les salaires suivent automatiquement l'augmentation des prix, est une nécessité qui découle de la situation, et qui revient en réalité à contester le pouvoir du patronat, en commençant par celui de décider des salaires.

L'idée de l'échelle mobile des salaires n'est pas une idée compliquée. Mais elle ne peut prendre sa véritable signification que dans des situations où la classe ouvrière se mobilise autour de cette question. Et cela n'a rien à voir avec les prétendues échelles mobiles des salaires mises en place par les États de la bourgeoisie, comme en France dans les années 1950 à 1970, qui servaient à prétendre que l'État faisait quelque chose contre l'effondrement du pouvoir d'achat des ouvriers à cause d'une inflation galopante.

Dans une période de hausse des prix, imposer que le pouvoir d'achat des travailleurs soit maintenu signifie contraindre la bourgeoisie à augmenter les salaires en prenant sur ses profits. Et cela signifie remettre en cause le pouvoir de la classe capitaliste sur l'économie. Que les travailleurs arrivent à contrôler les salaires que doit leur payer la bourgeoisie, c'est déjà une part du contrôle ouvrier sur les entreprises. Et cela doit mener la classe ouvrière à la conscience qu'elle peut et doit prendre en main la direction de l'économie.

5 septembre 2021

4 *Salaires, prix et profit*, 1865.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix: 1,20 €.

Les exposés du
Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, lors desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix: 2 €.

Les dernières conférences:

150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris de 1871

(n° 166, 20 mars 2021)

Italie, septembre 1920: l'occupation des usines

(n° 165, L'Internazionale, septembre 2020)

Le jeune Parti communiste: du combat pour créer un parti révolutionnaire au stalinisme

(n° 164, 22 janvier 2021)

États-Unis: après des élections en temps de crise

(n° 163, 14 novembre 2020)

Algérie: révolte contre le système politique et aspirations sociales

(n° 161, 18 octobre 2019)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués...

Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail:

www.lutte-ouvriere.org

Toutes les brochures sont à commander sur la page:
www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes.
Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions

Toujours militante
Arlette Laguiller

13,50 €, e-book: 6,75 €

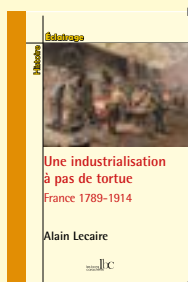


Chili 1970-1973
Allende désarme les travailleurs,
l'armée les massacre
de Christian Gasquet
Collection Éclairage n° 20
8,20 €, e-book: 4,10 €



Une industrialisation à pas de tortue
France 1789-1914
de Alain Lecaie

Collection Éclairage n° 19
8,20 €, e-book: 4,10 €



Les convulsions du capitalisme depuis la Seconde Guerre mondiale
de Serge Benham
Collection Éclairage n° 21
8,20 €, e-book: 4,10 €



AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX http://www.uatci.org

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance: Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN - ALLEMAGNE http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeitersstrijd Correspondance: BP 54, rue de la Clef 7000 MONS - BELGIQUE http://www.lutte-ouvriere.be et http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE



Correspondance: boletinvozobrera@yahoo.es APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE http://www.vozobrera.org

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois: 13 \$ - un an: 26 \$ Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA http://www.the-spark.net



Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros): 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste Prix: 1,20 € Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 20 €; un an: 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel Abonnement: écrire à la boîte postale http://www.w-fight.org contact e-mail: contact@w-fight.org



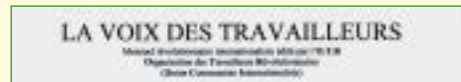
Trimestriel publié par Workers' Fight BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE Abonnement 1 an: GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 € Guadeloupe: Combat ouvrier - Philippe Anaïs 1111 Rés. Matéline, l'Aiguille - 97128 GOYAVE Martinique: Combat Ouvrier - Louis Maugée BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX http://www.combat-ouvrier.net

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIE Abonnement 1 an: 12 € http://www.linternazionale.it - contact e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance: BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE http://www.sinifmucadelesi.net

